

ANTILLA

Depuis 1981

L'actualité économique, politique, sociale et culturelle

www.antilla-martinique.com

N° 2005- MAI 2022

3 €

MARTINIQUE

Guadeloupe/Guyane : 4 € - France : 5 €
CPPAP 1122 C 86520 - ISSN 0757555

JUSTIN DANIEL :

« **PRENONS GARDE
À UN ANCRAGE DU
VOTE LEPÉNISTE
"DEMAIN"...** »



LITTÉRATURE

UNE EXCLUSIVITÉ ANTILLA.
quelques extraits du livre

Steve Fola Gadet & Emmanuel de Reynal

DIALOGUE IMPROBABLE
entre un afro-descendant et un "béké"



**20 écrivains
martiniquais
à connaître...**

RÉSEAUX...

**Jean-Yves Bonnaire
président de Contact
Entreprises**



LE DOSSIER DU MOIS



LA FILIÈRE BANANE DE GUADELOUPE & MARTINIQUE ET SON IMPACT CARBONE

La filière des producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique est répartie entre BANAMART, représentant les producteurs de Martinique, et LPG (les producteurs de Guadeloupe). Ces deux groupements sont réunis par l'UGPBAN, qui traite à Paris et en Europe de tout ce qui est mise en marché, communication, marketing, vente, contrôle qualité, concurrence ou encore mûrissement à travers les réseaux FRUIDOR, MURISOL, MUMAFRUITIS. Dans ce dossier, nous dressons un bilan et une photographie de cette filière, l'une des plus dynamiques et éco-responsables des Antilles, qui fait régulièrement évoluer ses pratiques, pour améliorer la préservation des sols, de l'eau et de l'air et favoriser la biodiversité dans ses plantations.

3 789302 502203



CLEANBUILDING

Nos **propres** solutions
font la **différence**

> Bio nettoyage

> Nettoyage industriel

> Nettoyage de facades

> Nettoyage spécifique



Membre de la Fédération
des Entreprises de Propreté (F.E.P.)

> Plus de 40 ans d'expérience

CLEANBUILDING

Tél. : 0596 42 70 70 • Port : 0696 72 20 50

Imm. DILLON 3000 • 17, rue G. Eucharis • 97200 Fort-de-France
Fax : 0596 50 30 50 • Mail : belliard.commercialcb@wanadoo.fr

PRÉSIDENTIELLES 2022

MARTINIQUE, GUADELOUPE, GUYANE

LES ÉLECTEURS VOLENT DE LEURS PROPRES AILES...

A posteriori, les « conseils » de certains élus, hier au top niveau des décisions, invitant leurs concitoyens à refuser le vote « Front/Rassemblement National » sont tombés dans le vide. Cela fût presque « pathétique ».

Cette volée, majoritaire, soit pour l'abstention, soit pour le vote « Marine » marquerait-il en fait la fin d'une époque ?

—
Les Martiniquais, ce samedi là, ont montré qu'ils ne croyaient plus à leurs élus d'antan.

Ils font ce qu'ils veulent, un dimanche pour Mélenchon, le dimanche suivant pour Mme Le Pen...

Circulez, plus rien à dire ?

—
Tout de même, un vote de près/plus des deux tiers dans le « fief indépendantiste » de Rivière-Pilote, cela signe quelque chose, tout de même... Bon...

—
Ceci dit et jusqu'avant cette date, les objectifs de la plupart des précédents scrutins résidaient dans l'appel implicite ou explicite des « leaders », « pour que cela aille mieux », à voter pour « l'Autonomie », la « Dignité », « l'accession à plus de pouvoir local », etc...

—
Avec les résultats de ce scrutin du 2e tour des présidentielles, cette vocation suggérée a du plomb dans l'aile...

« NOUS », les électeurs, on ne marche plus sur cette musique là, ont semblé crier des dizaines de milliers de bulletins ...

—
Alors que surgira-t-il demain, de ce vote-sanction ?

—
C'est, en tous cas à un bilan des actions de tous nos élus qu'appellent a priori, les derniers résultats...

Dans le sens, je présume, d'actions concrètes et quotidiennes...

—
Il suffit d'écouter les libres paroles de Martinique 1ère ou de RCI, pour sentir dans quel sens penchent les besoins, de plus en plus précis et impératifs, des « citoyens »

« NOS élus » doivent y souscrire d'urgence !

Sans doute trouveront-ils injustes les critiques et reproches qui leur sont ainsi énoncés, mais j'ai bien l'impression qu'ils sont, désormais, obligés d'y prêter la plus grande impression...

RÉSUMONS...

Des routes correctes bien balisées;

Des pistes cyclables le long des autoroutes ; des jardins d'enfants à portée des familles modestes ou pas, des voiries régulières ;

Des transports en commun réels et toujours accessibles (messieurs les grévistes es transports en commun, quand vous faites une grève des transports, ayez la gentillesse d'avertir le public, car ce sont si souvent vos soeurs, vos mères, vos cousines qui en souffrent le plus...);

Des « fontaines » vivantes (à l'instar de ce que fût la fontaine du théâtre municipal de FDF, ou jadis, celle de la place du Calebassier au Lamentin, près du magasin Lafosse-Marin);

Des « jardins » réels dans « les bourgs » ; des logements en cités MAIS comprenant des lieux de culte et aussi des salles de sport et aussi des salles de musique, ou de théâtre, avec un ou des animateurs disponibles ;

Des rivières et voies d'eau entretenues (je pense à celle qui longe le Calebassier au Lamentin ou à celle du Petit-Bourg ou jadis arrivait le « yacht », ou encore celle de Rivière-Salée (mais cette dernière semblant bénéficier depuis quelques temps d'un entretien de meilleur aloi);

Des réseaux d'eau régénérés ; des abords des quartiers toujours correctement entretenus et des services municipaux à l'écoute des futurs électeurs sans qu'il ne soit besoin que l'on apprenne les mécontentements par les Coups-de-Gueule chez « Paulo » à Mq1ere;

Et Etc, car on pourrait si longtemps parfaire cette liste...

FONDATION CLÉMENT

40 ARTISTES MARCHÉ D'ART

1^{er} avril - 31 mai 2022

Thierry Alet	Alain Joséphine
Victor Anicet	Brice Lautric
Alain Aumis	Stonko Lewest
Christian Bertin	Thierry Lima
Julie Bessard	René Louise
Ernest Breleur	Robert Manscour
Hector Charpentier	Maure
Chantal Charron	Raymond Médélice
Ronald Cyrille	Christophe Mert
Patricia Donatien	Mounia - Orosemane
Alain Dumbardon	Antoine Nabajoth
Hébert Edau	Ricardo Ozier-Lafontaine
Fred Eucharis	Bruno Pédurand
Marie Gauthier	Martine Porry
Samuel Gelas	Michel Rovelas
Goodÿ	Richard-Viktor Sainsily Cayol
Habdaphai	Luz Severino
Hamid	Karine Taïlamé
Jean-Marc Hunt	Laurent Valère
Valérie John	Dora Vital

Ouvert tous les jours de 9h à 18h30 - ACCÈS GRATUIT



Habitation Clément - 97240 Le François - Martinique - www.fondation-clement.org

Dora Vital, *Les beaux jours 1*, huile sur toile, 2022 (détail) - Photographie : J-B Barret/Conception graphique : Yvana'Arts



POUR JOINDRE LA RÉDACTION :

ANTILLA, 7 Rue Paul Gauguin
97232 Le Lamentin, Martinique
Tél.: 0696 73 26 26 / 0595 75 48 68
Email : antilla@orange.fr
philippe@antilla-martinique.com
CPPAP 1122 C 86520 - ISSN 0757555

DIRECTION/RÉDACTION

Directrice de la publication :

Valentine Hellenis : 0596 75 48 68

Directeur de la rédaction :

Henri Pied: 0596 75.48.68

Rédaction :

Henri Pied, Gérard Dorwling-Carter, Mike Irasque, Philippe Pied, Nathalie Laulé, Nadia Celcal, Judes Duranty, Nicolas Manceau, 3ed

Conception :

Philippe Pied

Marketing et Publicité :

CONCEPT CV :

Tél.0696 73 26 26

philippepied@gmail.com

Impression :

Toniprint Imprimerie

ATTENTION :

Les documents, manuscrits ou non, restent la propriété de la rédaction.

BUREAUX :

60 Jambette-Beauséjour

97200 Fort-de-France

SITE INTERNET :

www.antilla-martinique.com

PARTENAIRES MÉDIAS



L'Édito by Henri Pied

03 Le test du GIGN...

07 **Le Regard de Gdc**

Je voudrais vous poser une question.

08 **Des faits & des hommes**

L'actualité par Gérard Dorwling-Carter

Tout Chaud

10 **Le Meunier des Antilles**, un nouveau producteur de farines à la Martinique

11 **Le Crédit Agricole** s'engage pour l'environnement en Martinique

Littérature

12 **Dialogue improbable entre un afro-descendant et un béké"**

14 **Monuments historiques de Martinique**

16 **Littérature Martiniquaise.**
20 auteurs à connaître

20

L'INVITÉ POLITIQUE

JUSTIN DANIEL :

A propos de l'élection présidentielle de 2022. « Prenons garde à un ancrage du vote lepéniste "demain"... »

Réseaux...

26 **Contact Entreprises**, ou "la volonté de servir les entreprises, les entrepreneurs et la Martinique". Rencontre avec son président Jean-Yves Bonnaire.

Mode / Société

54 **K'ribbean Fit Wear** entre dans la danse...

A LIRE ABSOLUMENT

En librairie à partir du 10 mai 2022



Dialogue improbable entre un afro-descendant et un béké, de Caraïbéditions sortira en librairie le 10 mai 2022 (Journée Internationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage).

Rien ne laissait penser qu'un jour ils dialogueraient.

Environnement / Climat

58 **C'est « maintenant ou jamais » qu'il faut limiter le réchauffement à 1,5 degré, selon le GIEC**

Tribunes

60 **Témoignage du dramatique séisme d'Haïti** par le Dr. Patricia HIEU

61 **Aimé Césaire, Bernard Hayot ET le Courbaril**

Dékouvè Matinik a pié

62 **Anba So** : Une balade immersive sensorielle à Case-Pilote.

64 **ANNONCES IMMOBILIÈRES**

31

**DOSSIER
MAI 2022**

LA FILIÈRE BANANE DE GUADELOUPE & MARTINIQUE ET SON IMPACT CARBONE



Mové tan

Sé jou-tala, tan-an pa bel pies i vréman pianm-pianm. Epi zafè flè fonmajé-a anlo moun ka fè alerji é ler-la mové tou-bannman.

Sa ka rété pa asou lakot atlantik, wawet-la viré débatjé anlè yo pli red a Saïgon. Ni an restoratè éti té fini fè konmen lajan réparasion élektrisité, tout aparey viré tonbé an pàn.

Jédi pasé, es sé pou sa té ni baraj an zòn La Léxad-la ?

Erezdibonnè kanmenm pa koté Sen-Jozef sé salarié-a trapé an ti-wouspel, yo rivé siyé pou tonbé dakò pou ripran travay. Es lasimenm prochenn nou ké pé di menm bagay pou sé travayè Super Market Ofanswa-a ?

Ni adan ki ni toupé pou mandé péyé yo jou lagrev. Mé nou pa sav si yo ké asepte vakabonajri-tala.

Epi nouvo ansien prézidan-an, es i ké rivé chanjé lasityasyon ?

Antouléka, anlo parti poko sa rivé mété kò-yo dakò pou éleksion dépité. Lakay nou kandida koumansé fléri kon fèy diksilia an tan karenm.

Jik ni an parti ki mandé pa té voté ba prézidan-an, mé atjelman i ka mandé voté ba reprézantan'y. Es reprézantan'y ké pé alé diskité épi prézidan-an i pa partisipé an éleksion'y lan ?

Nou ka tann tout kalté pawol apré Lamarin pasé douvan adan sa yo kriyé « L'Outre-mer ». Sel bagay nou ka konstaté, moun ka alé voté ka fè sa ki an gou-yo ek lidé-yo. Yo pa ka kouté pies kalté politik. Menm sé mè-a ka pran fè adan sa. Elektè pa ka kouté yo.

Es sé pa pou sa « Dòdò » pou lé kopin, ek « Momo » pou lé kopen ladjé nou ?

Misié ladjé nou pou bon fwa-tala, i monté an péyi san chapo. I pa la pou di ankò i bien vivan lè nou ké tann « Tu m'as eu » nous av sé pa la TUMA ankò mé bien Bazil ki pasé chayé'y. Mé pétet laradio ké plen nou épi chanté'y. Pas sé lè ann artis mò yo ka pasé mizik li. Asiré simenn-tala zot ké viré tann kontel, « Ouvé lapot-la », Pillule familiale » « Voyé boul anlè yo » épi kisasayésa.

Sèten atjelman, yo ké palé di'y menmsi « Palé pa ni sézon » apré konmen tan dit !

Bel poveb kréyol :

« Sa gwobek ka di douvan moun, sé pa sa i ka di douvan labalet »

Jid

JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION

Un Haïtien qui fuit la misère de son pays n'est-il pas plus proche et pas seulement géographiquement de nous qu'un Ukrainien ?

Un Sainte-Lucien dont par beau temps on peut voir les toits des maisons et qui parle la même langue que nous n'est-il pas plus proche de nous qu'un Ukrainien ?

Et ce raisonnement vaut pour nos sœurs et frères de la Dominique, pour tout l'archipel des Antilles...

Et pourtant voyez ce que la France refuse à notre famille naturelle, ces proches du bassin caribéen et plus loin, au-delà de la Méditerranée, pour en même temps offrir un pont d'or aux martyrs ukrainiens.

Mais attention ! Que l'on ne se trompe pas sur nos paroles : nous applaudissons à deux mains les efforts importants de la France, de l'Europe à l'égard de nos frères caucasiens-ukrainiens, frères... en humanité !

Nous espérons impatiemment qu'un même traitement soit un jour consenti à notre diaspora, aux damnés de la terre.

S'il est un principe fondamental qu'il est conseillé de respecter en matière de pédagogie parentale c'est bien celui de l'exemplarité.

L'adage pernicieux : « *fais ce que je te dis, ne fais pas ce que je fais* », est fortement déconseillé.

Un bon chef d'entreprise doit arriver tous les jours au travail avant les personnes qu'il emploie pour donner l'exemple.

Il est demandé à nos dirigeants de déclarer leur patrimoine avant d'entrer en fonction et d'éviter toute prise illégale d'intérêt à l'occasion d'affaires qu'ils pourraient connaître dans l'exercice de leurs fonctions.

Mais en matière internationale cela ne compte plus, ces principes sont abandonnés au profit d'une 'Real politik' que nous qualifierons en pesant nos mots de « nauséabonde ».

Plus précisément s'agissant de l'ambiguïté qu'il y a de déclarer inadmissible la guerre engagée par la Russie en Ukraine, et parallèlement continuer à se fournir auprès d'elle de matières premières considérées comme vitales pour la seule raison du meilleur prix obtenu auprès de l'envahisseur.

Autre exemple, conséquence de la première anomalie : maintenir un système de paiement international pour faciliter les transactions portant sur ces mêmes matières qualifiées d'indispensables en dépit des règles éthiques et morales alors foulées du pied...

«Sa ki bon pou kan-na, bon pour zoi», dit notre adage populaire. Il conviendrait peut-être de faire jouer ce principe de morale dans les relations internationales... C'est peut-être là, la leçon à retenir de la catastrophe provoquée par l'envahissement inattendu de l'Ukraine par le Tsar Vladimir Poutine.. ■

Gérard Dorwling-Carter.

COLLECTIF DU 8 JANVIER 2022

« Guadeloupe, éthique et démocratie »

Depuis plusieurs mois, la Guadeloupe vit sans aucun doute l'une des plus graves crises de ces dernières décennies. C'est pourquoi le 18 décembre 2021, une trentaine de membres de la société civile guadeloupéenne avaient lancé une pétition en ligne pour dénoncer les violences graves et répétées à l'encontre des biens et des personnels du CHU de Pointe-à-Pitre. Cette pétition a recueilli plus de 7 500 signatures; jamais une pétition locale n'avait rassemblé autant de signataires.

Le 8 janvier 2022, les initiateurs de la pétition contre les violences au CHU avaient appelé à un rassemblement pacifique au Mémorial ACTe qui a réuni plus de 600 personnes et a constitué la première forte protestation citoyenne, dénonçant le climat de terreur imposé depuis plusieurs mois par des organisations syndicales à l'ensemble de la population. Les initiateurs de ce rassemblement se sont ensuite réunis pour décider de créer un collectif citoyen – le collectif "Guadeloupe, éthique et démocratie" –, dans le but d'intervenir dans l'espace public sur toute question fondamentale portant sur le "vivre-ensemble" au sein de la société guadeloupéenne.

Le collectif souhaite créer un laboratoire d'idées (un "think tank"), afin de contribuer au renouvellement des idées sur les problématiques et les enjeux de société.

Ces citoyens de bonne volonté souhaitent agir dans un cadre collectif afin de contribuer à un avenir commun pacifié, où les différences d'origines, de genre et d'opinions apparaissent comme une richesse plutôt que comme "le terreau des divisions mortifères et dangereuses."

Le collectif se veut apolitique, respectueux des différences d'opinions religieuses, philosophiques et politiques, dès lors que l'expression de ces opinions n'est pas contraire aux droits humains fondamentaux.

Il s'agit de contribuer à la refondation de l'espace public en Guadeloupe en posant comme conditions, que ces débats ne soient pas anonymes, et qu'ils soient respectueux de la dignité des personnes, de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux.

Aussi, qu'il y ait un minimum de rationalité dans les propos, afin de favoriser des discussions réellement démocratiques.

Le but est de promouvoir la paix civile en Guadeloupe et ce, "dans le respect absolu du droit de grève constitutionnellement garanti." Précision faite que "toute action syndicale implique une éthique syndicale qui semble parfois faire défaut.

En particulier, certaines méthodes syndicales par leur excès, peuvent même s'apparenter à des actions non démocratiques, fort inquiétantes et non tolérantes, pouvant mettre à mal notre vivre-ensemble."

De même, le maintien de la rationalité et du discours doit se fonder sur la connaissance scientifique hors toutes violences verbales, et diffusions de fausses affirmations.

Avec d'autres, le collectif de citoyens veut reconstruire le dialogue social, la médiation sociale, et ainsi éviter des passages à l'acte violents; il veut promouvoir l'éthique, la solidarité et l'humanisme dans le débat public et la vie sociale et politique en Guadeloupe.

Est mise en avant la "Défense des libertés

et droits fondamentaux", y compris le droit à la différenciation et à l'autonomie, "qui ne peuvent être garantis que dans le cadre de l'État de droit" ;

- L'attachement au concept de la Relation telle que définie par l'écrivain Edouard Glissant ("la somme finie de toutes les différences du monde") ;

- La lutte contre le racisme, la xénophobie, le négationnisme, ainsi que toutes les formes d'exclusions et de domination ;

- L'attachement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;

- La défense du pluralisme des idées et des opinions, consubstantiel à la démocratie, dès lors qu'elles sont respectueuses de l'État de droit et de la laïcité ;

- La défense de l'incommensurable diversité du vivant et de l'environnement.

" Nous faisons nôtre cette idée sublime d'Edouard Glissant :

" Agis dans ton lieu, pense avec le monde. C'est cela la mondialité. Une politique du monde qui s'oppose aux aspects négatifs de la mondialisation."

Nous souhaitons bonne route à ces citoyens qui ont emprunté le difficile chemin du juste et du vrai. ■

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Marine Le Pen l'emporte largement en Martinique.

Revenons aux chiffres de la présidentielle, à la cuvée 2022 à la Martinique :

Inscrits : 304 670

Votants : 138 469

Participation : 45,45%

Blancs : 11 169 (3,67%)

Nuls : 7 382 (2,42%)

Exprimés : 119 918 (39,36%)

Marine Le Pen a obtenu 73.000 voix, 60,87% des suffrages exprimés.

Emmanuel Macron obtient 46 918 voix, soit 39,13% des suffrages exprimés.

Ce qui entraîne les questionnements

suivants: Ce résultat reflète-t-il une adhésion à l'idéologie de l'extrême droite ? un vote contre Emmanuel Macron et ce qu'il représente ?

Les opinions divergent sur la réponse à apporter à ce dilemme, mais il y a toutefois une clé de compréhension à ce que d'aucuns considèrent comme le "casse politique du siècle", opéré outre-mer par l'extrême-droite française, c'est la conversion rapide du vote en faveur de la Gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon au profit de l'extrême droite. Aussi, on peut tenter de se consoler en constatant une forte opposition au choix proposé lors de ce second tour avec de très nombreux bulletins blancs et nuls. ■

Après sa troisième position et ses 22% au premier tour de la présidentielle, **JEAN-LUC MÉLENCHON** a appelé les Français à faire de lui leur Premier ministre en élisant une majorité LFI à l'Assemblée nationale lors des législatives de 12 et 19 juin.

Le leader insoumis, dit vouloir "imposer une cohabitation". Est-ce envisageable ? Le bloc de gauche sort du premier tour de l'élection présidentielle avec près de 32 % des voix, contre 27,5 % en 2017.

Dans une centaine de circonscriptions, le total des voix de gauche dépasse les 40 % et dans une quarantaine d'entre elles ce total dépasse même les 50 %.

La gauche, on le voit, serait loin de la majorité absolue (289 sièges), mais elle peut espérer devenir une principale force d'opposition en cas de large union.

Toutefois Jean-Luc Mélenchon pose quatre conditions à l'union des

gauches : accepter pour chaque composante de faire campagne ensemble et pas seulement pour sauver les députés de chaque formation politique, soutenir le programme (la base de travail étant le programme LFI) savoir un Smic à 1400 euros, la retraite à 60 ans, l'abrogation de la loi El Khomri, (de 2016 dite encore "loi Travail" adoptée en 2016 à l'initiative du gouvernement Valls), enfin se ranger derrière Jean-Luc Mélenchon dans la campagne législative et ...à Matignon !

Avec ou sans le PS ?

Jean-Luc Mélenchon – qui inclut les voix d'Anne Hidalgo dans le "bloc populaire" qu'il appelle de ses vœux – a plaidé pour des discussions "

sans exclusives"

Olivier Faure, le premier secrétaire du PS autorisé à discuter en vue des législatives avec toute la gauche, y compris la France insoumise semble pour le moment avoir retiré les billes de son parti du jeu.

Une hypothèse de projection du résultat des élections législatives 2022 (hypothèse sans alliances) donne pour le moment :

LREM et alliés :

328 à 368 sièges

RN : 75 à 105 sièges

LR et alliés : 35 à 65 sièges

LFI : 25 à 45 sièges

PS : 20 à 40 sièges

PCF : 5 à 10 sièges

EELV : 1 à 5 sièges

On comprend pourquoi Jean-Luc Mélenchon appelle les électeurs de gauche à "sécher leurs larmes" et à ne pas "cultiver les rancœurs". En effet, il demande aux Français d'élire une majorité de députés Insoumis, afin de peser sur la vie politique des cinq prochaines années. Une façon de ne rien lâcher, que ses électeurs semblent apprécier et même plébisciter. L'annonce d'un 3e tour de la présidentielle est reprise par les militants, convaincus que ce scrutin leur permettra de rectifier l'injustice qu'ils dénoncent depuis le résultat du premier tour. Le mot d'ordre est donc "Mélenchon à Matignon."

Manière peut-être de digérer la défaite de l'Union Populaire à l'élection présidentielle.■

U.E. "BIFURCATION HISTORIQUE"

Le virage historique de l'Union européenne

Macron réélu, et après ?

On se souvient de l'élection de 2017, Emmanuel Macron l'avait emporté largement, avec 66,1% contre 33,9%. En 2022 : Emmanuel Macron obtient 58,2% des voix, sa même rivale Marine Le Pen réalise cette fois le plus gros score jamais obtenu par un candidat d'extrême droite avec 41,8% des suffrages obtenus.

Emmanuel Macron à été réélu, est-ce une victoire sans gloire ? Il a bénéficié du front républicain qui a de nouveau barré la route à Marine Le Pen. Il est cette fois en observation, contraint d'avouer : "J'ai Conscience que ce vote m'oblige pour les années à venir", car l'abstention de cette dernière consultation présidentielle invite à la modestie. À 28,2%, un niveau inégalé depuis 1969. Et quelque 3,2 millions bulletins blancs ou nuls d'électeurs qui ont marqué leur refus de choisir. Le Président-candidat qui distançait son adversaire de plus de trente points en 2017, ne s'en est sorti qu'avec une avance de 17 points.

Plus encore Emmanuel Macron politiquement de centre-droit, se voit élu par les électeurs, de Jean-Luc Mélenchon du 10 avril, (22% des suffrages), d'extrême-gauche, l'obligeant à avouer: "Je suis dépositaire de leur sens du devoir, de leur attachement à la République et du respect des différences qui se sont exprimées ces dernières semaines"...

Après avoir du amadouer l'électorat Mélenchon, entre les

deux tours il a sorti le grand jeu, a parlé de «planification écologique», cité Jaurès, voyagé dans des coins de France qui avaient le mieux voté pour le candidat insoumis. Et... concession suprême, il s'est dit prêt à porter à 65 ans l'âge légal de départ à la retraite !

Toutefois une chose à bien changé dans le paysage politique de la France, Marine Le Pen est désormais une option comme une autre.

Alors, que doit faire Macron pour retrouver la confiance des Français ?

Peut-être prendre en compte les élus, les valoriser, sans oublier les syndicats, les associations. S'obliger à l'expérimentation sincère d'exercices participatifs, par la clarification des compétences entre collectivités, l'ouverture du chantier social (La fameuse question du pouvoir d'achat !)

Emmanuel Macron va devoir surtout convaincre qu'il n'est plus le Président des riches, assumer la promesse de planification écologique, de transformer la France en "grande nation écologique".

Mais, il ne faut pas se le cacher, la difficulté majeure de ce renouveau démocratique passe par l'articulation harmonieuse de l'urgence de la question sociale et la nécessité de penser l'après.■

Le Meunier des Antilles

Un nouvel acteur de production de farines en Martinique

Nous avons assisté jeudi 28 avril à l'Etang Z'abricot, à l'inauguration de l'usine de production et vente locale de farine « Le Meunier des Antilles de l'entreprise Martinique Agro Technologie (MAT) ayant comme gérant Patrice Carreau Gaschereau. C'est un nouvel acteur martiniquais 100% familial et indépendant, qui propose une nouvelle gamme de farines Boulangères. Fabriquées localement à partir de blés français de qualité « BPMF » soigneusement sélectionnés et fraîchement importés chaque semaine, ces farines feront la joie des pâtisseries et consommateurs. Le directeur général de cette Meunerie est M. Sébastien Dormoy, le responsable commercial Philippe Tissot et Philippe Royant le meunier.



M. Sébastien Dormoy, directeur général

Les farines Spéciales :

Regroupées sous notre gamme de farine « Mazurka », les farines pour pains spéciaux suivantes sont proposées : Complet, Campagne, Céréale, Fournée Créole.

Le mois prochain, ne ratez surtout pas notre rencontre avec les responsables du Meunier des Antilles. Vous en saurez plus sur le process de fabrication de la farine, de ce qui fait leur qualité et leur différence localement, et du marché à la Martinique.

Contact :

Philippe Tissot
Tél. ; 0696 45 17 66
Mail : ptissot@meunierdesantilles.com



Patrice Carreau Gaschereau, gérant de MAT

Des farines qui s'adaptent à tout type de productions : Boulangerie, viennoiserie, pâtisserie...et une équipe dynamique et professionnelle disponible pour échanger et vous accompagner...

L'offre est composée de 2 types de farines.

Les farines blanches avec 4 produits :

La « **Biguine** », farine de type 55 pour vos mises en oeuvre en direct où pousse contrôlée, idéale pour vos viennoiseries.

La « **Calypso** », farine de type 65, idéale pour la fabrication des pains de consommation courante en température ambiante.

La « **Bèlè** » et farine de type 65 pour un travail facile et régulier. Elle est particulièrement adaptée à la pousse contrôlée et procurera des pains et baguettes de caractère.

La « **Salsa** », farine de type 65 qui est une farine haut de gamme pour des pains et baguettes mie crème à la saveur relevée.

Sont aussi disponibles les Farines **T80** « Baguette santé », **T65** de Tradition Française et les farines pâtisseries **T55**



Une bonne farine pour un pain excellent !



Philippe Royant un homme qui connaît son métier...



Une partie de l'équipe du Meunier des Antilles

Développement durable : Le Crédit Agricole s'engage...

Planter un million d'arbres et préserver la biodiversité de notre Territoire



Le Fonds Coopératif a versé une participation financière de plus de 3000€ à cette association et cela permettra la plantation de 500 arbres représentant symboliquement les 100 administrateurs et les 400 salariés de notre banque coopérative 100% locale.

La plantation symbolique de 2 arbres au siège du Crédit Agricole, le vendredi 29 avril à 14h00.

Afin d'officialiser la plantation de ces 500 arbres « Crédit Agricole », la Caisse Régionale de Crédit Agricole Martinique-Guyane et l'association « Entreprises & Environnement » planteront **ce vendredi 29 avril les deux premiers arbres de cette « forêt verte »**.

France Villette, directrice générale, **Alex Rosette**, président du Crédit Agricole Martinique-Guyane et **Philippe Joseph-Louisia**, Président du Fonds Coopératif seront accompagnés de Monsieur **Stéphane Abramovici**, président de l'association Entreprises & Environnement lors de cette «plantation» officielle.

Alex Rosette, Président du Crédit Agricole de Martinique-Guyane : « Nous nous appliquons à montrer chaque jour une banque différente dans ses engagements et ses responsabilités en Martinique et en Guyane. C'est aussi pour cette raison que nous avons décidé de soutenir l'initiative Péyi Vert car elle s'inscrit dans les valeurs qui guident les actions de notre entreprise : responsabilité, utilité, proximité et solidarité. »

Philippe Joseph-Louisia, Président du Fonds Coopératif du Crédit Agricole de Martinique-Guyane : « Il était tout naturel de répondre à la sollicitation de l'association. Le Fonds Coopératif a vocation à accompagner les actions sociétales et environnementales sur son territoire.

Lorsque nous parlons de notre Péyi, des enjeux de biodiversité mais aussi des enjeux des générations futures, nous nous engageons... Un engagement responsable avec les moyens qui sont les nôtres et les valeurs qui nous portent, celles d'une banque coopérative et mutualiste ancrée à son territoire. »

Stéphane Abramovici, président de l'association Entreprises & Environnement : « Dans le cadre de sa mission de préservation de l'environnement martiniquais, l'Association Entreprises & Environnement à travers le programme Péyi Vert a pour objectif de redonner place à la biodiversité dans le paysage littoral, urbain et agricole. Par la signature de convention de mécénat, elle compte sur l'engagement des entreprises comme le Crédit Agricole Martinique Guyane pour participer au financement des campagnes de plantation. »

France Villette, directrice générale du Crédit Agricole Martinique-Guyane : « Fiers de notre identité coopérative et mutualiste, nous agissons chaque jour dans l'intérêt de nos clients, de notre territoire et de la société. Notre stratégie RSE est d'être acteurs d'une société durable dans un environnement préservé.

« Ce partenariat éco-responsable traduit notre volonté de prendre une part notable dans les transitions de demain. Je tiens à remercier tous les membres de l'association ainsi que les entreprises déjà partenaires de leur engagement et leur mobilisation. »

Vendredi 29 avril, le Crédit Agricole Martinique-Guyane a apporté son soutien à l'association « Entreprises & Environnement » et contribue financièrement à l'opération « Péyi Vert ». L'opération vise à planter 1 million d'arbres en 5 ans aux 4 coins de la Martinique. Le Fonds Coopératif du Crédit Agricole Martinique-Guyane finance ainsi la plantation de 500 arbres et entend redonner place à la biodiversité dans le paysage littoral, urbain et agricole. Cette action est une nouvelle preuve de leur engagement au service des enjeux sociétaux et environnementaux de la Martinique. Etaient présents Stéphane Abramovici, président de l'association Entreprises & Environnement, Alex Rosette, président du Crédit Agricole Martinique-Guyane, France Villette, directrice générale du Crédit Agricole Martinique-Guyane et Philippe Joseph-Louisia, Président du Fonds Coopératif.

Une contribution financière à l'opération « Péyi vert » et à la plantation de 500 arbres.

L'Association « Entreprises & Environnement » a sollicité le Fonds Coopératif du Crédit Agricole Martinique-Guyane pour contribuer au maintien et au renforcement de la biodiversité des paysages de la Martinique : littoraux, paysages urbains et agricoles.

A LIRE ABSOLUMENT

En librairie à partir
du 10 mai 2022

Dialogue improbable entre un afro-descendant et un béké de Caraïbéditions sortira en librairie le 10 mai 2022 (Journée Internationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage).

Rien ne laissait penser qu'un jour ils dialogueraient.

Lui l'activiste pourfendeur du néocolonialisme, et lui le béké flanqué derrière sa particule occidentale.

Lui le descendant d'esclavage militant pour une société plus juste et lui le descendant d'esclavagiste cherchant encore des manettes à bouger.

Lui le poète-philosophe qui cherche à porter sa part de progrès, et lui le chef d'entreprise au front plissé par les tableurs Excel et les courbes de vente.

Lui l'enseignant-chercheur passeur de savoirs, et lui le publicitaire passeur d'idées.

Lui l'homme du peuple et de la rue, et lui l'homme des bureaux climatisés.

Lui le noir, et lui le blanc.

Rien ne laissait penser qu'un jour Steve Gadet et Emmanuel de Reynal décideraient de se parler et de s'écouter. Rien ne laissait penser qu'un jour ils accepteraient de noircir leurs agendas pour se retrouver régulièrement sous l'amandier d'un petit terrain vague de Schoelcher.

Lui le Guadeloupéen, et lui le Martiniquais.

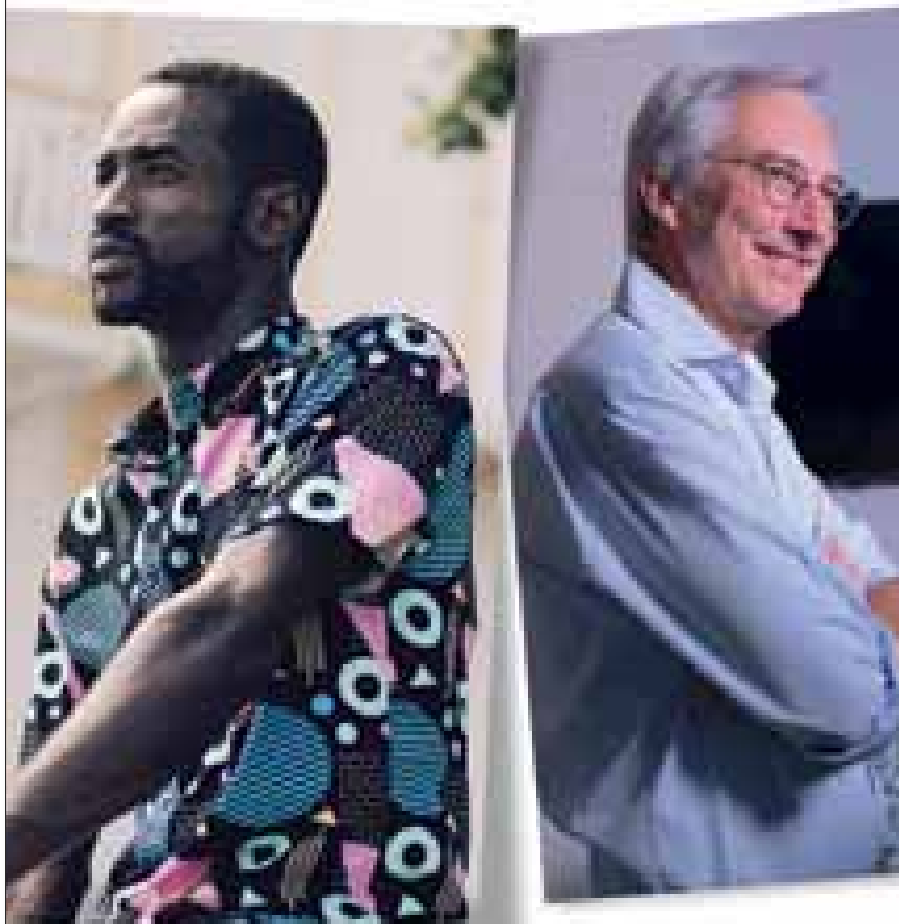
C'était improbable, donc ils l'ont fait.

ET VOICI CE QU'ILS SE SONT DIT :

Steve Fola Gadet & Emmanuel de Reynal

DIALOGUE IMPROBABLE

entre un afro-descendant et un "béké"



CARAÏBÉDITIONS

Vous trouverez ici en exclusivité pour Antilla, quelques extraits du livre

Les pages 7, 8, 9

Steve Fola GADET : *Si nous sommes là. aujourd'hui, assis tous les deux sur ce banc, c'est parce que tu as écrit un livre intitulé Ubuntu que j'ai lu*

attentivement.

Tout commence par une critique de ton premier livre. Je lis passionnément et j'aime donner mon avis pour inciter les autres à se faire leur avis. Je me souviens d'avoir

partagé cette critique via les réseaux sociaux. Le public a réagi, et une personne en particulier, à ma grande surprise: toi. Avec beaucoup de tact et d'humilité, tu m'as dit que tu avais lu la critique, que tu l'avais trouvée intéressante, pertinente et que... pourquoi ne pas se rencontrer?

Je me suis dit: « Eh ben dis donc !

Il est ouvert à ce point ?

Il m'approche pour que nous puissions simplement nous rencontrer? » C'est la première pensée qui m'est venue.

1. [Ubuntu. Ce que je suis... un essai d'Emmanuel de Reynal sur les identités multiples qui composent chaque être humain, publié aux Editions L'Harmattan en avril 2020].

Emmanuel de REYNAL :

C'est vrai. J'ai vu ton texte dans le magazine ANTILLA. Une longue analyse qui ne m'épargnait pas, mais que j'ai trouvée pertinente. Je me suis dit: « Il a pris le temps de lire mon livre, de l'analyser, de le commenter. Il faut que je le rencontre... »

SFG : Ta démarche m'a surpris agréablement. Je me suis dit que pour écrire un tel livre, il fallait quand même – passe-moi l'expression – en avoir ! En tant qu'écrivain, je sais ce que c'est que de mettre sa pensée sur papier, je sais ce que ça peut nous attirer comme critiques. Alors j'ai du respect pour la personne qui se dit: «J'ai une réflexion à partager, je la partage tout en restant conscient des risques encourus.» Je trouve ce geste courageux, je l'aime.

Je me suis aussi reconnu dans ta façon de réagir. Il y a un retour vraiment dépassionné, tu as pris les choses avec une grande ouverture et une envie de discuter. Pour ma part, je suis arrivé à cette façon de voir après des années! J'ai appris au fil du temps à ne pas prendre trop à cœur les retours sur ma personne, à faire la différence entre ce que j'exprime et ma personne. J'ai trouvé ta réaction très profonde, très mature.

Une autre chose m'a surpris. Je me suis dit : « Je vais lui donner rendez-vous près de chez moi, pour voir à qui j'ai affaire. » Et quand j'ai vu le naturel avec lequel tu t'es présenté, ne sachant pas forcément dans quel coin tu t'aventurais, j'ai pensé : « Po ! Men... Ah we misié serie kwa. Ah ouais, ce gars est sérieux ! Misié ni on dot vibration. Il dégage une autre vibration. »

Et voilà, quelques œillères sont tombées! Le livre de Claude Beuzelin, un des rares békés à avoir pris la parole en écrivant un livre sur sa vie à la Martinique, avait déjà contribué à balayer quelques-uns de mes préjugés.

Il m'avait permis de comprendre qu'il y avait de la diversité parmi les békés. J'avais encore un peu de mal à l'envisager mais en t'approchant, j'ai pu abandonner certaines idées préconçues que je cultivais par ignorance. Certes, je suis conscient qu'une personne ne résume pas sa communauté, même si elle la représente un peu. En bref, je dirai que notre dialogue est vraiment improbable! Je ne sais pas comment tu as vécu les choses ?

EdR : Oui, je suis conscient que dans nos rapports, il y a un filtre qui est celui des a priori et des clichés. Les clichés sont vivaces. Ils rendent difficiles le dialogue entre nous. C'est précisément pour cette raison que j'ai écrit Ubuntu. J'ai voulu rompre cette gangue qui nous divise, qui nous prive de liens humains.

Malheureusement, depuis des décennies, la Martinique nous loge dans des boîtes hermétiques qui nous maintiennent à distance les uns des autres et nous obligent à cultiver des sentiments communautaires.

C'est navrant. On passe à côté de la vraie vie en nous agenouillant devant ces préceptes-là. C'est d'autant plus navrant que nous vivons dans une île formidable qui offre des perspectives formidables avec des gens formidables. Mais la Martinique est aussi l'île des occasions manquées, celles des belles aventures humaines à portée de main.

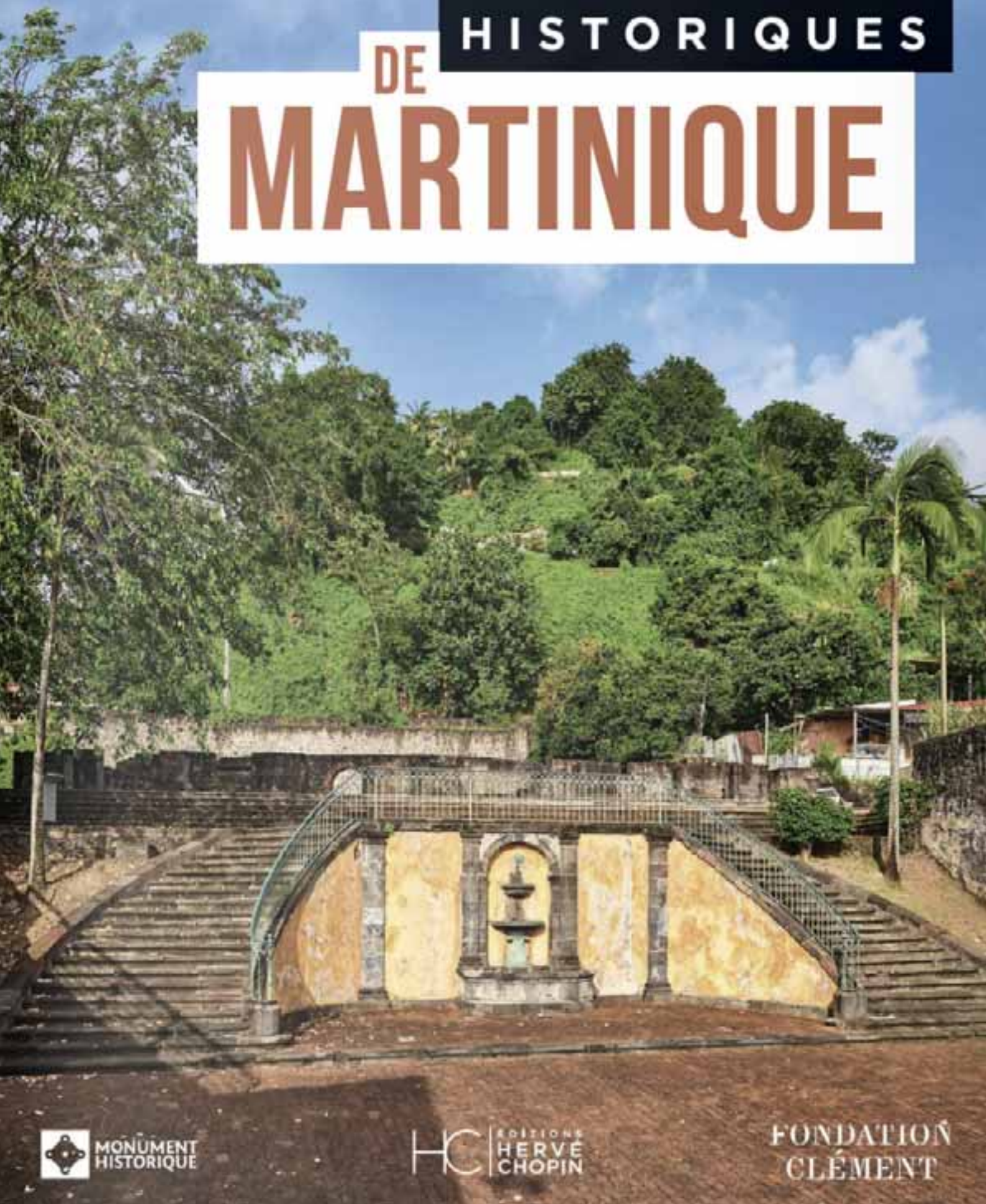
Nous oublions que nous sommes simplement des êtres de passage. Nous sommes tous des Homo sapiens. Nous n'avons qu'un petit moment de vie à passer sur cette terre et notre enjeu est de réussir ce passage. Or, nous accordons trop d'importance à des choses qui ne relèvent pas de notre responsabilité.

MONUMENTS

HISTORIQUES

DE

MARTINIQUE



PRÉFACE

Ce nouveau livre consacré aux monuments historiques de la Martinique actualise celui de 2014, intitulé «*101 monuments historiques Martinique*» : le territoire compte désormais en 2021, 123 monuments classés ou inscrits au titre des monuments historiques.

En mettant en lumière la diversité des patrimoines de la Martinique, cet ouvrage invite chacune et chacun, à porter un nouveau regard sur ces lieux chargés d'histoire, sur les bâtisseuses et les bâtisseurs de cette île, et sur les défis auxquels notre richesse patrimoniale est confrontée :

■ Le changement climatique, enjeu abondamment débattu de notre société, constitue peut être un danger pour l'avenir, mais il laisse également planer une grande menace sur notre passé, car il cause des dommages aux lieux patrimoniaux. Notre réflexion doit imaginer les actions d'adaptation, de remédiation et de résilience pour sauvegarder et préserver les monuments historiques de la Martinique face aux changements de ce XXI^e siècle.

■ La transmission du patrimoine et de la mémoire constitue également un enjeu majeur pour restaurer, réhabiliter, réparer le patrimoine bâti. La réparation est la possibilité de demander une compensation à l'égard de ce qui a été endommagé. Les lieux réparés sont investis par une force vivante et affective. Le commun recouvre la haine et la violence initiales. Il s'agit d'enrichir une mémoire vivante et apaisée des lieux.

Que cet ouvrage, édité à l'initiative de la Direction des Affaires Culturelles de la Martinique et de la Fondation Clément, contribue à la connaissance et au partage de ce qui constitue une part de l'identité culturelle de la Martinique.

Christophe Gomez,

Directeur des affaires culturelles de la Martinique.

Littérature martiniquaise 20/20

20 écrivains martiniquais à connaître...

Quand on parle de littérature en Martinique, on pense immédiatement à Aimé Césaire. Tout en haut de la pile à lire. Puis à Glissant, à Chamoiseau voire à Confiant. Des écrivains connus et reconnus non seulement dans notre territoire, mais surtout à l'international, où ils ont glané divers prix et récompenses.

Notre propos n'est pas d'écrire un énième article sur ces têtes de gondole, mais plutôt de faire un tour de nos écrivains actuels, dans l'arrière cour ou sur la devanture. Ceux qui osent publier ou qui parviennent à le faire. Au prix de difficultés immenses, même si certains n'ont presque pas ce genre de problèmes. Car, pour la majorité, si on croit leurs déclarations, se faire éditer est un vrai parcours du combattant. Au point qu'ils sont de plus en plus nombreux à se lancer dans l'auto-édition, sur fonds propres, en prévente ou en financement alternatif.

Ce sont ces écrivains dont nous parlerons dans ces quelques pages.

Écrivains ? Un éditeur guadeloupéen a eu l'occasion de préciser : « On écrit un livre, on est un auteur. A partir du deuxième, on devient un écrivain. » Gardons cette définition qui semble indiquer, non plus un coup de cœur, mais l'adoption d'une vraie activité, même s'ils ne doivent pas être nombreux à en vivre ou à en tirer des bénéfices importants. Simple amour de l'écriture !

Nous avons, de façon absolument subjective, choisi vingt écrivains martiniquais. De façon subjective, mais par ordre alphabétique pour éviter toute interprétation.



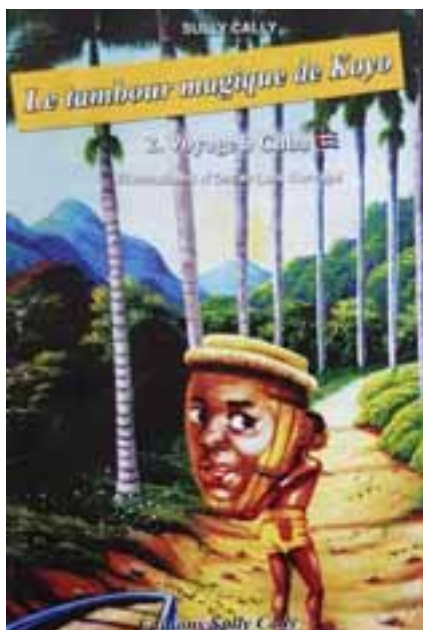
Marie-Line AMPIGNY. Femme de lettres multi-cartes, actrice de théâtre, journaliste, compositrice, responsable culturelle, elle a produit des ouvrages très divers. Pour les jeunes (Le carnaval de Clémenceau Bwabwa, Le JT de Clémence), roman hommage à Edith Lebel (Une flamme créole), des essais comme « D'étranges rumeurs », « racontars exquis », et le dernier et délicieux Corona Victorus. On nous annonce un prochain livre après les vacances.

Sabine ANDRIVON-MILTON. Encore une femme

orchestre qui ne se contente pas d'enseigner l'histoire. Elle invente des jeux de société dont la Martinique est l'épicentre et elle écrit. Son tout premier « Lettre de poilus martiniquais » a été rejoint par « Anatole dans la tourment de Morne Siphon », mais aussi par « la Martinique en 200 questions » ou encore « La Martinique et la 1^{ère} guerre mondiale ». On pourrait presque la classer comme écrivaine historienne de la 1^{ère} guerre mondiale.

Nicole CAGE se glisse plus volontiers dans la catégorie poétesse et romancière. Cette enseignante d'espagnol, également psychologue, a reçu des prix prestigieux comme le Prix Casa de las Américas. Côté romans, elle est l'auteur de presque une dizaine d'ouvrages parmi lesquels « L'espagnole », « Vole avec elle », « Et tu dis que tu m'aimes » ou encore « C'est vole que je vole ». Sa production ne semble pas avoir la reconnaissance qu'elle mérite. Et malheureusement, elle n'est pas la seule.

Sully CALLY. Certains s'étonneront de sa présence dans cette liste, étant plus connu pour ses talents de tambouyé, de défenseur du patrimoine musical. Cet également animateur de radio a publié plusieurs ouvrages, plutôt différents. A côté de ses contes pour enfants « Le tambour magique de Koyo » et « Voyage à Cuba », il s'est positionné dans son domaine de prédilection avec « Le grand livre des musiciens créoles »



Le second volet du tambour de Sully Cally

2 volumes et « Musique et danses Afro-caribéens ».

Imaniyé Dalila DANIEL. Encore une femme de culture, chant, théâtre, patrimoine, journalisme, qui a eu un succès inattendu mais bien réel avec son « Zaïre et Théophile – Pas de pitié pour les nègres ! » L'esclavage à travers l'histoire de deux africains en Martinique, au destin tragique dix ans avant l'abolition. Elle a également publié « Rythmes, contes et chansons de Tatïe doudou » qui a ravi les plus jeunes.

l'humour, des poésies, de l'histoire avec, notamment, « Kerry Mo-Mawot', « Kreyolad », « La rame magique », « Sansann », « Ti Zwézo », « Patenotre, chimen Lavi ». Rappelons que sa plume se retrouve dans notre magazine très régulièrement.

Peggy EBRING, aussi discrète dans l'écriture que dans la vie. Un style très personnel dans « La quête : Aventure initiatique en terre inconnue ». Un appel au lâcher prise, au voyage intérieur, et comme elle le signale : « de révélations en déchirements, elle trouvera la force de faire face à ses démons et découvrira les secrets de sa propre vie, clé de voûte de sa renaissance. » Elle promet une suite. On attend avec gourmandise.

A paraître le 10 Mai

Steve Fola Gadet & Emmanuel de Reynal

DIALOGUE IMPROBABLE

entre un afro-descendant et un "béké"



CARAÏBÉDITIONS

Emmanuel De REYNAL, fait partie de ces martiniquais qu'on classe comme békés. Et pourtant la conclusion de son « Ubuntu » est, on ne peut plus clair, « Alors, s'il vous plaît, ne m'appellez plus béké ». Après la publication de « Recta Linéa » et de « Une minute », on attend avec une impatience non dissimulée son prochain ouvrage, écrit avec Steve Gadet. Un moment très fort de la littérature martiniquaise à venir le 10 mai ; dialogues entre un descendant de « béké » et un « afro-descendant ».

Suzanne DRACIUS, très certainement la « star » de cette liste. Évolue autant à l'international qu'en Martinique. Traduite notamment en anglais et en Italien ! Lancée par « L'autre qui danse » (en 1989 !), son second roman « Rue monte au ciel » a reçu un grand succès. Elle est auteur de nouvelles

(De sueur et de sang), d'œuvres poétiques (Propopées urbaines ou Exquise dérélition métrique), d'essais, de livres pour enfants ou de pièces de théâtre (Lumina Sophie dite Surprise). Incontournable dans une bibliothèque.

Jude DURANTY ou **Jid DURANTY,** encore un auteur prolifique. Bibliothécaire, il a écrit en créole et en français plus d'un vingtaine de livres. On y retrouve des romans, des essais, des contes et légendes, de

Steve GADET, maître de conférences en histoire des USA, est l'auteur de plusieurs ouvrages dont « La culture hip-hop dans tous ses états », « Cahier d'un retour à moi-même », recueil de poèmes et de slams, « Quand un homme aime une femme » ou le roman « Un jour à la fois ». Membre d'une église baptiste, il se définit sur son compte Twitter comme « activiste, chrétien, MC, écrivain et enseignant » Son oeuvre commune avec Emmanuel De REYNAL est très attendu, traduction de dix heures de tête à tête et d'échanges sans tabous.

Mathieu GAMA, le lauréat incontestable des ventes de 2021, en Martinique et peut-être en Guadeloupe, avec son premier essai « Le jour où les Antilles feront peuple ». Il faut préciser qu'il



La Tot magique : le monde de Jude Duranty et si besoin

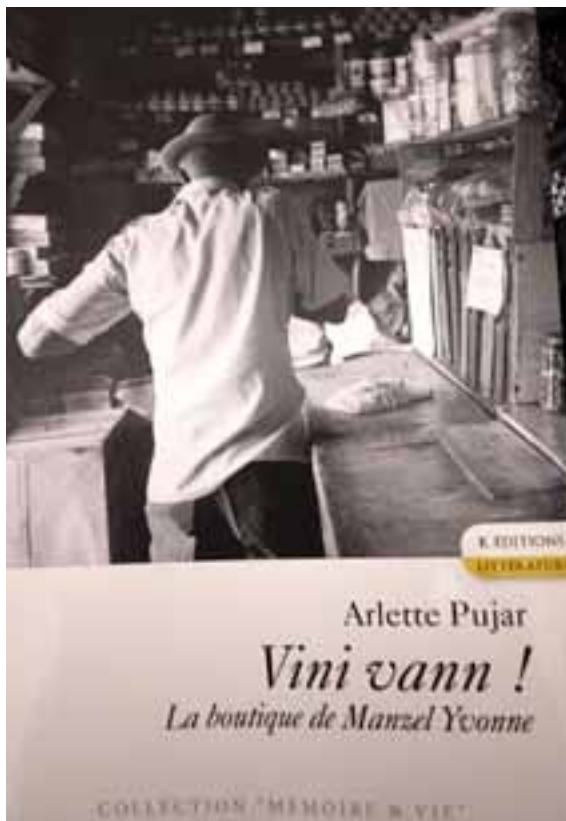


Jala LAFONTAINE, écrivaine et marionnettiste

s'agit de la Guadeloupe et ses dépendances, la Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Un petit livre (108 pages) qui a trouvé un remarquable écho dans les populations des Antilles françaises, suite au constat de l'auteur : « L'esclavage nous a appris à survivre, mais il nous a empêché d'apprendre à vivre en peuple. »

Roland JEAN-BAPTISTE-EDOUARD. Ancien professeur de collège, psychologue scolaire et inspecteur de l'Education Nationale à la retraite, il est l'auteur de plusieurs livres scolaires. On a apprécié son recueil de poèmes « Mon humour,

Vini Vann, la redécouverte des boutiques



Arlette Pujar
Vini vann !
La boutique de Manuel Yvonne

mes amours », mais on retient également la biographie de « Fernand Donatien, le triomphe de la chanson créole ». Il manie l'humour dans son « Fallait-il tresser une couronne à virus ? » en fin 2020, mais on n'oublie pas « Césaire : ce rebelle bien-aimé » en 2018. On nous annonce un essai sur la culture avec la collaboration de plusieurs plumes locales.

Sonia JEAN-BAPTISTE-EDOUARD, la fille du précédent, comme quoi, même en littérature, la génétique fait des siennes. Amoureuse de la poésie, « Éclats de voix » paru en 2006, elle s'adonne à l'exercice difficile de la biographie. Elle a commencé avec « Jacques Sicot, un champion pas comme les autres ». Elle a remis ça avec le combat de Christophe Malleu pour aider à la lutte contre le cancer « Je serai champion olympique ». Un beau succès ! Pour l'instant, elle privilégie les championnats de natation, on attend sa sortie de la piscine avec son prochain ouvrage.

Barbara JEAN-ÉLIE. La journaliste vedette d'ATV dans les années 90, responsable de Trace TV, et actuelle chroniqueuse à Zitata, s'est plongée depuis longtemps dans l'écriture. Elle est l'auteur de « Mabouya et Zandoli » 7 histoires de la Caraïbe extraordinaires et inachevées qui plaisent aux enfants, avant un roman « La vierge et le Dictateur », fiction fantastique et médiévale. Son tout dernier essai « Martinique Libre » est paru juste avant la présentation de sa candidature aux futures législatives. Hasard, certainement !

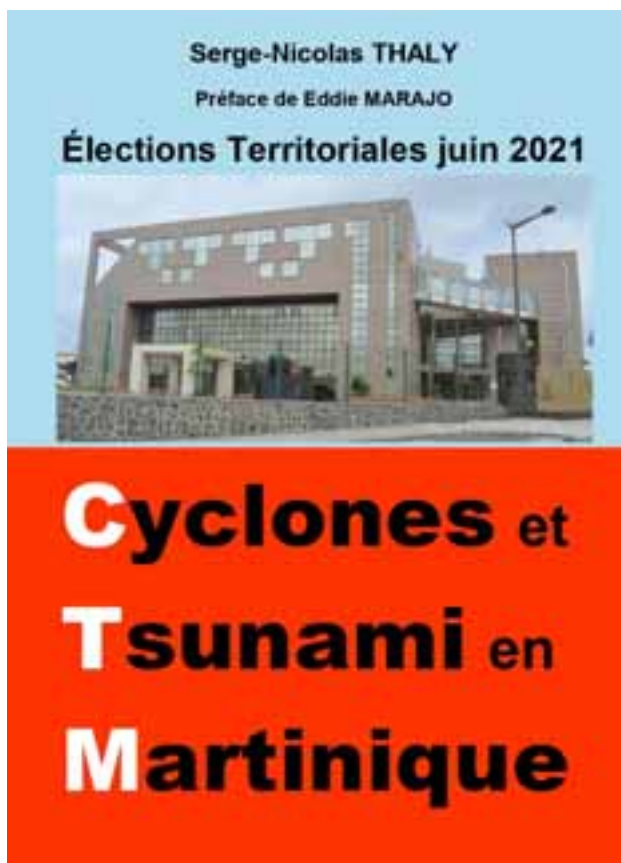
Serghe KECLARD fait dans la discrétion. Son « Cartel Comédie » n'a peut être pas eu l'écho qu'il méritait. En 126 pages, petit format, le lamentinois a maîtrisé les comportements et le langage des jeunes. Un exemple ? « Ce que je kiffe mortel, c'est partir en drive avec ma chou, une belle et douce métisse cuivrée de chez cuivré, fashioned à mort... ». Un rythme échevelé auquel il faut s'accrocher. Il est égale-

ment l'auteur de « Quartier Césaire ou Chroniques de Morne Soulier », de « L'homme qui avait perdu ses mots » et du plus récent (2019) « Chasé-Kwasé ». Un talent à découvrir !

Jeannine LAFONTAINE Jala est connue comme conteuse, marionnettiste, éditrice et auteure. Encore une femme hyperactive ! Co-fondatrice de « Les auteurs de la Martinique », elle a publié près d'une trentaine d'ouvrages différents depuis 1991. Elle écrit en créole, en français et en anglais. Depuis 2015, on retient « Le diamant du rocher » et « Bélier et zélée au fil de l'eau » (contes en français et créole), puis en 2019 « Dico KFE », dictionnaire en images, et enfin en 2020 « Majo-lay ou l'art du conte créole » (essai et manuel pratique).

Josapha LUCE. Un éclectique qui touche à tout : agriculture, enseignement, musique, chanté Nwel, météorologie, créole, histoire, etc... , et il écrit. « Créole, d'où viens tu ? » (2007), « Dictionnaire des personnalités, lieux et hauts faits de l'histoire de la Martinique (2008), deux ouvrages dans lesquels la recherche historique a toute sa place. En 2011, il se lance dans le roman avec « L'ombre du malfini », une façon agréable et remarquable de visiter les coutumes et traditions du pays Martinique, à travers les aventures d'un groupe d'amis ...

Arlette PUJAR, co-fondatrice de Les auteurs de Martinique avec Jala et Sabine Andrivon-Milton. Doctrante en droit public, elle a choisi le roman pour se lancer. Beau succès avec son « Vini Vann : la boutique de Manuel Yvonne », un flashback dans la Martinique de l'après guerre, avec des personnages hauts en couleurs. Son second ouvrage « Suzanne : Une trajectoire de vie (an divan an dewo) », rend un hommage appuyé aux orphelins et aux structures d'accueil, comme les EPHAD ou le centre Emma Ventura.



CTM, l'essai
politique de Serge
Thaly

Rose-Marie TAUPIN-PELLICAN, choquée par la catastrophe aérienne du 16 août 2005 a publié en 2017 « Mayday, mayday : fera-t-il jour demain ? ». On retrouve sa belle plume dans « La grand-mère, cette femme éternelle », qui demeure dans les cœurs et les mémoires. Deux volumes ont été nécessaires pour « Ces femmes que j'ai rencontrées. » ou « Quand les femmes veulent vivre », cinq femmes confrontées à l'adversité. Un recueil de nou-

velles dont le titre du 2^e volume « Quand les femmes se font châtaigne » est explicite quand on connaît les classiques de notre musique ;

Serge THALY. Il faut avouer qu'on l'attendait sur d'autres terrains. Mais avec son TI MILAT, un essai de transmission plutôt original, il veut imposer un nouveau credo « Simplement martiniquais », où il revendique ses origines diverses. On le retrouve sur un ouvrage politique tout aussi inattendu « Cyclones et tsunami en Martinique », le compte-rendu fidèle des élections territoriales de juin 2021. 2 tentatives, 2 succès, on guette le prochain ouvrage avec une question : où nous mènera-t-il ?

Cette liste de vingt est évidemment subjective. D'autres auteurs ou écrivains auraient pu être cités :

Christian RAPHA : Tant que la dernière balle n'a pas rebondi deux fois

André QUION-QUION : Histoires singulières des côtes de la Martinique, La Pute des hérétiques et Une autre histoire maritime à la Martinique, L'histoire croisée des yoles

Catherine MARCELINE : Christiane EDA-PIERRE : une vie d'excellence.

Maurice LAUCHEZ : Vos avocats ont déjà beaucoup parlé
Daniel-Claude MARIE-

SAINTE : Et tout ça devant l'Evêché

Jean SAHAÏ : Adagio pour la Da

Rolande BOSPHORE : La fusillade oubliée.

Malik DURANTY : #Ragga-Muffin – Une poétique du cheminement

Éric DRACIUS : Le grimoire du poète disparu

Camille BRISTOL : Les pérégrinations d'une tortue luth

Josette BARDURY-ROTSSEN : Ti Touloulou

Il y en certainement d'autres, notre liste est loin de faire le tour de tous nos auteurs, écrivains, en activité ou à venir.

Cette semaine, des lycéennes d'Acajou 1 ont présenté un livre écrit collectivement. Des textes et des illustrations réalisés sous la houlette de leurs professeurs. « **Éclats de voix, Éclats de mots** », l'épreuve d'un savoir-faire martiniquais et l'assurance d'une relève.

Le seul bémol : tous vous diront que les lecteurs ont tendance à se faire rares, et il est très difficile de trouver le créneau.

Vous avez dit éducation ? Ça c'est un autre problème.

Nicolas MANCEAU

Faites du bruit avec votre image

Pub radio & TV – Pub réseaux sociaux – Films d'entreprise
Sites e-commerce – Visites virtuelles 360° – Google Streetview

OK PRODUCTION
Depuis 25 ans

0696 809 592
okprod@wanadoo.fr

Justin Daniel :

« Prenons garde à un ancrage du vote lepéniste "demain"... »



Le Duel final...

Vote d'adhésion ou de protestation ? « Simple » réaction ou début d'enracinement ?

Des mots et interrogations qui résonnent dans notre espace public depuis le score, sans partage, réalisé sous nos cieux par Marine le Pen, au second tour de l'élection présidentielle. Et maintenant ? Les éclairages et analyses - aux accents récurrents de mise en garde - du politiste martiniquais, Justin Daniel.

Antilla : Au-delà de l'adhésion à certaines idées de Marine le Pen et du rejet d'Emmanuel Macron, qu'indique ce récent vote lepéniste en Martinique ?

Justin Daniel : L'idéologie incarnée par Marine le Pen a, quoi qu'on dise, pénétré certains secteurs de la société martiniquaise. Cela s'explique par la banalisation du discours lepéniste depuis une trentaine d'années, mais aussi l'affaiblissement des structures d'encadrement partisan. Les partis politiques, qui servaient de repères au sein du paysage politique, se sont affaiblis et ne jouent plus véritablement ce rôle. Par conséquent, beaucoup de citoyens se sont prononcés en fonction de leur(s) motivation(s) du moment, sans pouvoir se référer à des repères idéologiques ; ce délitement des structures partisans allant de pair avec une perte de repères sur le plan idéologique. J'ajoute que ce passage des électeurs de Martinique, de la gauche radicale (Jean-Luc

Mélenchon, ndr) à l'extrême-droite entre les deux tours, montre très bien qu'ils ne se sont pas nécessairement prononcés en fonction d'un ancrage partisan et idéologique, mais que d'autres motivations ont présidé à leur choix.

Est-ce à dire que l'ampleur de ce vote lepéniste du second tour atteste de la responsabilité - voire de l'échec en termes d'encadrement et de formation - d'un certain nombre de formations politiques de Martinique, singulièrement celles de gauche ?

Je pense qu'on peut le dire. Les partis politiques ne jouent plus véritablement le rôle qu'ils ont tenu dans le passé, en termes de structuration du paysage politique et d'encadrement idéologique. Le paysage politique de la Martinique semble, depuis quelques années, évoluer par scissiparité, miné par un processus inexorable de fragmentation. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup de petits voire de micro partis ; la politique donnant parfois l'impression, aujourd'hui, d'être un "bal des égos". Cela explique d'une certaine façon le désarroi, ou peut-être la défiance à l'égard des partis politiques et des personnalités qui incarnent ces mouvances (politiques).

« Il y a un rapport de défiance généralisé à l'égard de l'Etat et des autorités locales »

A écouter les communications médiatiques de plusieurs leaders de formations politiques martiniquaises de gauche après



Justin Daniel

la publication des résultats du second tour, ces leaders ne voulaient manifestement pas endosser la moindre responsabilité dans ce vote lepéniste : cette position ne risque-t-elle pas de creuser davantage le « fossé » séparant ces responsables d'une partie de l'électorat, qui les voit déjà comme des personnes se remettant généralement très peu en question ?

Je suis assez surpris de constater, effectivement, que le personnel politique à la Martinique ne semble prêt à tirer aucun enseignement de ce qu'il s'est passé, en se défaisant sur l'Etat et d'autres, mais sans jamais véritablement se remettre en question. Or aujourd'hui, il y a un rapport de défiance généralisé à l'égard de l'Etat et des autorités locales. De part et d'autre, ils peuvent revendiquer, conjointement, la paternité de ce qu'il s'est passé. Donc aborder la question mais en bottant en touche, c'est faire preuve d'une singulière cécité, qui pourrait annoncer des len-

demains qui déchantent pour tout le monde.

Malgré la dimension anti-Macron de ce vote lepéniste en Martinique, les idées d'extrême-droite, incarnées par Jean-Marie puis Marine le Pen, semblent indiquer une poussée régulière dans l'électorat martiniquais : pensez-vous que cette poussée se poursuivra dans les temps à venir, notamment pour les prochaines échéances électorales ?

C'est une poussée incontestable, qui couronne une lente progression. Et il faut être particulièrement vigilant de ce point de vue. Car si aujourd'hui on ne peut pas dire qu'il s'agit majoritairement d'un vote d'adhésion, prenons garde à un enracinement "demain". Si nous - citoyens, responsables politiques locaux et Etat - ne réagissons pas de manière vigoureuse, on pourrait constater d'ici quelques années un ancrage du lepénisme et du vote lepéniste à la Martinique. Et ce d'autant plus que ce vote d'extrême-droite n'a

pas nécessairement besoin de s'appuyer sur une implantation locale. Il n'y a pas véritablement de risque que le *Rassemblement National* (RN) remporte, en tout cas dans l'immédiat, des élections locales, mais ce parti est capable de capitaliser électoralement "depuis Paris" si j'ose dire ; ce qui est nouveau dans le paysage politique. La meilleure façon pour que le lepénisme et ce vote ne s'inscrivent pas dans la durée à la Martinique, c'est de prendre à bras-le-corps un certain nombre d'enjeux et de problèmes, qui constituent le terrain sur lequel ils prospèrent.

« Le personnel politique donne l'impression de tourner à vide »

Ce rejet majoritaire d'Emmanuel Macron par l'électorat de la Martinique sera-t-il aussi exprimé pour les Législatives de juin prochain ? Les candidats estampillés macronistes risquent-ils d'être sanctionnés dans les urnes ? Par ailleurs, cette élection-là mobilisant essentiellement des militants et sympathisants de telle ou telle formation politique, n'y a-t-il pas la possibilité, une fois de plus, d'une forte abstention ?

Effectivement, le fait d'être estampillé *La République En Marche* ou soutien du président Macron peut constituer un handicap pour ces élec-

C'est une poussée incontestable, qui couronne une lente progression. Et il faut être particulièrement vigilant de ce point de vue.

tions, au regard de ce qu'il s'est passé lors des deux tours de l'élection présidentielle. Et je confirme que les élections législatives donnent lieu à une abstention record. Au 1^{er} tour des législatives de 2017, le taux de participation n'a pas dépassé 26% ; ce qui veut dire effectivement que seul un noyau dur de personnes se déplace pour voter : militants, sympathisants, donc des personnes investies d'un point de vue politique. J'ajoute que la participation est d'autant moins élevée que les élections législatives, par rapport aux années 1960-70, ont très largement perdu en centralité. Aujourd'hui le jeu politique est organisé principalement autour des élections locales, y compris territoriales, et l'offre électorale qui est en voie de constitution pour ces prochaines législatives pourrait apparaître, de ce point de vue, comme une sorte de "machine à fabriquer" de l'abstention. En effet ce sera à nouveau une offre électorale plutôt "éclatée", avec la difficulté pour les électeurs de s'y retrouver, d'accorder leur confiance et donc de se prononcer dans les urnes.

Hormis ce caractère « éclaté », ces législatives ne présentent-elles pas la possibilité d'offrir essentiellement des « affrontements » et autres « règlements de comptes » ? Un « duel » est par exemple annoncé - depuis des mois et de façon presque mélodramatique - entre Alfred Marie-Jeanne et Jean-Philippe Nilor dans la circonscription Sud. N'y-a-t-il pas le risque de votes essentiellement partisans, dirigés en faveur de personnes, plutôt que des choix fondés en priorité sur des projets et visions de territoires ?

C'est le risque qui guette quant à ces élections. Et il serait désolant que la vie politique à la Martinique - en ce moment particulièrement difficile de notre Histoire - se résume à ces affrontements et à la métaphore du combat de coqs ou du "major" tirée de la tradition po-



« Sommes-nous conscients que le coût environnemental de certains biens excède leur valeur commerciale ? »

pulaire. Tout cela est de nature à creuser le fossé avec des citoyens, qui font face à des difficultés amplifiées par le contexte international, alors que le personnel politique donne l'impression de tourner à vide. Ce qui soulève d'ailleurs bien des questions.

Vous l'évoquiez, nombre de martiniquais.es vivent des difficultés au quotidien : cherté de la vie, approvisionnement en eau, etc. Et dans une récente émission télévisée vous avez déclaré, au regard de ces difficultés, qu'il faudrait un « coût politique et financier » pour tenter d'opérer un véritable changement.

Qu'entendez-vous par ces coûts ?

Je pars d'un constat : le modèle économique qui est à l'œuvre depuis plusieurs décennies à la Martinique, et plus largement dans les quatre "vieilles colonies" (Martinique, Guadeloupe,

Guyane et Réunion, ndr), est à bout de souffle. On ne peut plus se contenter de le reconduire. Depuis les années 1960, ce modèle fonctionne par injection de capitaux publics, d'abord de l'Etat et de plus en plus de l'Europe, en utilisant des lois de programme ou d'orientation comme supports. Ces lois ont généralement pour conséquence de stimuler la croissance économique à court terme, mais sans remettre en cause les déséquilibres structurels, ni les inégalités profondes qui minent la société. Il y a en effet ce paradoxe que nous connaissons : une croissance relativement élevée, mais un taux de chômage non moins élevé... Il faut donc briser ce cercle vicieux. Et ça comporte un coût, qu'il faut assumer d'un point de vue financier en redéfinissant un modèle de développement économique qui serait moins asservi à la dépendance aux capitaux publics - en tout cas il vaudrait mieux utiliser ces capitaux pour fortifier l'appareil productif local, en le mettant en phase avec des enjeux tels que la transition écologique et énergétique.

Mais des actions ont déjà été réalisées à ce niveau là, non ?

Absolument, y compris au sein de la CTM ; je participe d'ailleurs à des ateliers sur l'économie dite circulaire. Tout cela procède de bonnes idées mais doit être intégré dans une démarche plus globale car c'est tout le système qui est en cause ; un système dans lequel "tout" est imbriqué, avec notamment les sources de financement des collectivités territoriales, qu'il s'agisse du FIRT (Fonds d'Investissement Routier et des Transports) ou de l'octroi de mer, qui ne poussent pas à la sobriété. Ce sont donc des choix politiques qu'il faut faire. Et des choix qui sont peut-être douloureux pour les élu.e.s, car pouvant les mettre en difficulté. Aujourd'hui tout le monde est conscient de l'enjeu que représente le changement climatique. Ce n'est évidemment pas la Martinique qui produit le plus de gaz à effet de serre, mais nous devons faire un effort en terme de sobriété car c'est effa-

“nous, les citoyens, sommes “condamnés” à faire preuve de sobriété en matière de consommation, en particulier énergétique, pour être en phase avec l'évolution actuelle et la prise en compte du coût environnemental, tout en tenant compte des disparités sociales.”

rant de voir l'énergie - humaine et tout court - que nous dépensons par exemple dans ces embouteillages sans fin... Notre pays ne produit pas grand-chose, mais consomme beaucoup de ce point de vue. Je suis aussi frappé par notre capacité à élaborer des diagnostics en tous genres, y compris pour préparer des dossiers afin d'émarger aux fonds structurels. Ces diagnostics sont généralement pertinents, mais nous avons une énorme difficulté à passer à la

planification et la déclinaison en actions concrètes. Je crois que l'Assemblée de Martinique en a conscience car l'attention a été attirée, lors de la dernière séance plénière, sur la longueur excessive des procédures et l'effort à réaliser à ce niveau. Sous la précédente mandature de la CTM avait été élaboré le “Schéma Territorial de Développement Economique, de l'Innovation et de l'Internationalisation” (STDEII), Schéma qui était d'excellente qualité. Mais malheureusement et comme d'habitude, ce Schéma a simplement donné lieu à la multiplication d'études en tous genres, sans qu'on ait pu passer à l'action concrète.

Il faut donc corriger ces problèmes au plus vite, et repenser globalement notre modèle économique ?

Absolument, car on ne pourra pas le reconduire éternellement. Cela concerne les élu.e.s, qui doivent assumer le coût politique mais aussi financier pour la société, avec notamment la réorientation de certaines dépenses. Et puis nous, les citoyens, sommes “condamnés” à faire preuve de sobriété en matière de consommation, en particulier énergétique, pour être en phase avec l'évolution actuelle et la prise en compte du coût environnemental, tout en tenant compte des disparités sociales. Sommes-nous conscients que le coût environnemental de certains biens excède leur valeur commerciale ?

JAGUAR I-PACE 100% ÉLECTRIQUE



À partir de

79 900€*

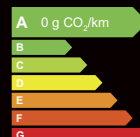
Avantage fiscal pour les entreprises et professions libérales, pas de malus, pas de TVS, amortissement 56 000€.

THE ART OF PERFORMANCE

L'art de la performance. * Gamme I-PACE EV400 à partir de 79 900€ (hors immatriculation). Modèle présenté : I-PACE EV400 SE avec options au tarif de 94 900€. Autonomie WLTP (km) : 409 - 470. Consommation WLTP (kWh/100 km) : 22,0 - 25,1. Temps de charge (11 kW CA 0-100 %) - heures : 8,5.

Jaguar Martinique

Tél. : +596 596 39 86 26 | www.autospremiermartinique.com | Autos Premier Martinique



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer.



Quand vous parlez de « coût politique » pour nos élu.e.s, ce serait un coût électoral : c'est bien cela ?

Absolument. Quand par exemple cette dimension environnementale est intégrée dans les choix collectifs préparant l'avenir, cela peut être d'autant plus coûteux financièrement et politiquement que les citoyens sont souvent animés par des préoccupations immédiates. Donc cela peut être compliqué à "gérer" pour nos politiques. Je pense que la "solution" passe par un travail pédagogique d'explication(s) auprès des citoyens, de façon qu'ils soient impliqués dans les choix collectifs qui seront faits. Il faut impérativement qu'on agisse en proximité en effectuant ce travail d'explications, de façon à convaincre les citoyens plutôt que de leur donner l'impression qu'on leur impose des mesures punitives.

« Il ne faut surtout pas qu'on attende que l'Etat propose des solutions, pour mieux les critiquer »

Cet impératif d'un changement de modèle de développement doit-il avoir une place dans le futur Congrès de nos élu.e.s ? Ou doit-il être dissocié de ce Congrès ?

Pour le moment je n'ai pas très bien

cerné l'objet de ce Congrès. Portera-t-il sur une énième demande de réforme institutionnelle ? Ce qui à mon sens serait une erreur car ce serait se déconnecter des préoccupations de la population. S'agira-t-il d'un débat plus large, concernant les leviers d'actions à actionner au service d'un projet ? Je serais plutôt partisan de cette seconde option, car rien ne serait pire que de s'engager à nouveau dans un débat téléologique sur la question statutaire, en étant complètement déconnectés des attentes de la population. Il faut élargir ce débat aux citoyens, car s'il se déroule dans le cadre d'un rapport d'extériorité entre les élu.e.s réuni.e.s en Congrès et ces derniers, ramenés au rang de simples spectateurs, on aura complètement raté la cible.

De ce que je sais de ce Congrès*, notamment via une récente communication médiatique du président du Conseil exécutif de la CTM, Serge Letchimy, la demande de plusieurs habilitations, concernant la gestion de notre littoral par exemple, et la question de davantage de « pouvoirs » seraient de nouveau au cœur des propos de cette réunion. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Les habilitations permettront de faire face à des problèmes spécifiques ; ce sont des outils qu'on mobilisera pour répondre à des enjeux spécifiques et il faut le faire. Mais à un moment donné, il faudra que l'on repense plus globalement ce modèle de développement économique qui pose beaucoup de problèmes. A travers ce modèle, on a par exemple perpétué des inégalités qui sont devenues aujourd'hui insupportables. Obtenir une habilitation relative à notre littoral peut être intéressant, mais d'autres problèmes, non moins importants, requièrent un traitement global.

Mais la définition - et peut-être l'avènement - d'un nouveau modèle de développement ne

sont-ils pas inéluctables ? Et ceci en dépit des probables réticences de nos dirigeants politiques quant à ces « coûts » risqués par eux ?

Il y a deux possibilités. La première est de continuer comme on le fait depuis plusieurs décennies ; la seconde est qu'on fasse un choix. Et si on opte pour la première possibilité, la seconde va s'imposer à nous mais dans les pires conditions, faute d'anticipation. Pour moi c'est aussi une affaire de négociation(s) avec l'Etat. Il ne faut surtout pas qu'on attende que ce dernier propose des solutions, pour mieux les critiquer. Il importe que notre territoire soit force de propositions, qu'il se donne les moyens - grâce à la pertinence de ses propositions - de pousser l'Etat dans ses derniers retranchements, plutôt que d'adopter la position du spectateur pour mieux critiquer les choix faits par l'Etat. Il y a un autre impératif, qui pourrait d'ailleurs donner lieu à des débats au futur Congrès et à un prolongement au niveau institutionnel : cela fait longtemps que je dis qu'il faut réfléchir à une meilleure articulation entre la politique économique, qui relève de la compétence de l'Etat, et la politique de développement économique, qui relève de la compétence des collectivités territoriales. C'est l'une des raisons qui expliquent pourquoi ce modèle de développement ne peut plus être maintenu. Je disais que des capitaux publics sont injectés, mais hélas on ne mesure pas toujours les conséquences de tel ou tel choix sur le devenir même des territoires concernés. L'exemple le plus connu en la matière c'est la défiscalisation. Il faudrait donc procéder à des évaluations non pas a posteriori, mais au moment de mettre en place des dispositifs tels que la défiscalisation. ■

Propos recueillis par Mike Irasque

*Entretien réalisé le 29 Avril dernier (MI)

CHAQUE
LUNDI SOIR
20H00

Sabrina Doré
et ses chroniqueurs



Nadia CHONVILLE
Eddie MARAJO
Lucie MANUEL
Frederic SIVATTE

viàATV

CONTACT ENTREPRISES

« ...la volonté de servir les entreprises, les entrepreneurs et la Martinique »

Contact-Entreprises est une association martiniquaise créée il y a 30 ans qui vise à « promouvoir l'image de l'entreprise et des entrepreneurs en Martinique auprès des élus locaux, de l'État et de ses représentants, des journalistes, des salariés, des étudiants, des scolaires et des jeunes, et d'une façon générale auprès de l'opinion publique ». Elle s'attache à valoriser les entreprises présentes sur le territoire et l'esprit d'entreprendre. Les 320 entreprises adhérentes se donnent pour mission de promouvoir, communiquer, éclairer avec un seul objectif : réduire l'écart entre la réalité de l'entreprise et les préjugés persistants afin de libérer le potentiel entrepreneurial martiniquais. A 55 ans, Jean-Yves Bonnaire, chef d'entreprise dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, spécialisé en gestion des risques naturels en est le président depuis 2020. Selon lui, Contact Entreprises est un espace d'échange, de partage et surtout une association qui propose et qui génère des idées et les met sur la place publique de manière tout à fait désintéressée.

Quelles sont les entreprises adhérentes de l'association Contact Entreprises ? En tant que président, quelles sont les principales actions de votre mandature ?

L'association compte environ 320 entreprises adhérentes de toutes tailles et de tous secteurs. Tout le tissu économique martiniquais est représenté chez Contact Entreprises, ce qui nous donne la possibilité d'être pertinents dans beaucoup de domaines lorsqu'il s'agit de poser de l'expertise. Nos principaux fils conducteurs pour la mandature du Comité Directeur que j'ai l'honneur de présider, tournent autour de l'actualité de l'entreprise martiniquaise et

d'un certain nombre de sujets de fond récurrents. A titre personnel, j'ai souhaité donner plus de relief aux questions de **résilience du monde économique** face à des menaces très diverses et aussi à la question de **l'attractivité**. Deux sujets de mon point de vue qui sont intimement liés et sur lesquels nous devons être plus performants.

Pour agir, nous nous appuyons beaucoup sur l'implication bénévole de nos adhérents que nous profitons pour remercier et aussi sur le travail remarquable de nos deux permanents, Pascal FARDIN, Délégué Général et Ariane RINNA, Déléguée Exécutive.

Plusieurs associations regroupent des chefs d'entreprise à la Martinique, n'êtes-vous pas concurrentes ?

Pas du tout, même s'il faut reconnaître qu'il y a pu par le passé avoir quelques frictions. J'arrive avec un esprit neuf et ouvert. Nous affirmons haut et fort que nous ne sommes pas une organisation syndicale patronale, ni un réseau d'affaire ; nous avons un profond respect pour les acteurs, organisations syndicales, patronales, partenaires. Ces acteurs sont dans leur rôle, nous restons dans le nôtre ; les acteurs que sont les trois chambres consulaires ont aussi leur rôle à jouer puisque nous avons tous une utilité sur le territoire. Ce qui est important, c'est qu'on puisse avec d'autres associations et d'autres syndicats patronaux échanger très librement, rechercher des positions communes sur des sujets d'importance territoriale. Nous sommes extrêmement ouverts à la coopération et au dialogue avec les autres structures. Nous nous plaçons d'ailleurs souvent au service d'autres organisations qui

voient en Contact Entreprises un partenaire utile, notamment en matière de communication sur les sujets intéressant l'entreprise. Nous avons également une vraie expertise en matière d'actions passerelles avec toutes les parties prenantes de l'écosystème local. Mais notre côté « indépendant » est également une composante marquante de notre ADN que nous entendons conserver.

Vous avez édité 5 petits livres bleu, orange, gris, jaune, et dernièrement le vert, est-ce une spécialité, une marque de fabrique ?

Ces petits livres, c'est un peu notre spécialité. Le plus récent est « **Martinique Vertueuse** », le petit livre vert. C'est un peu le 'bébé' du comité directeur précédent puisque c'est Lucie Manuel qui en était la présidente qui a été à la manœuvre. Nous pensons sortir prochainement un autre petit livre. Nous avons retenu une thématique qui pourrait en surprendre plus d'un.



« Ensemble, nous pouvons assurément réenchanter la Martinique. »

Jean-Yves Bonnaire,
président de Contact
Entreprise.



LE COMITÉ DIRECTEUR :

1er vice-président :
Jean-Marie Jeunehomme
2è vice-président :
Annie Dominique Poullet
Secrétaire :
Isabelle Olivier
Trésorier :
Arnaud Lafosse-Marin

La dernière production a été un peu innovante parce qu'elle est issue de 4 ateliers dans lesquels nous avons rassemblé des acteurs sur des thématiques précises. En général, ces petits livres étaient rédigés à la suite d'un atelier unique. Là, le sujet était vaste, nous étions sur l'économie verte et bleue avec une notion de vertu qui est toujours un sujet délicat à explorer mais la vertu c'était une ambition assumée et un objectif louable pour le territoire et ses acteurs.

Ces livres permettent avant tout de donner la parole aux acteurs territoriaux, notamment aux acteurs économiques sur des sujets qui nous semblent intéressants pour le bien commun et sur lesquels l'entreprise martiniquaise a des choses à dire. Car nous sommes convaincus que l'entreprise a toute sa place dans la structuration et le développement de la société humaine de manière générale, pas simplement dans le développement économique.

Qui peut adhérer à Contact Entreprises ?

Nous sommes ouverts à tous. A partir du moment où un chef d'entreprise a une entreprise qui existe, il peut demander à rejoindre l'association. L'adhérent c'est

l'entreprise et elle est libre de désigner son représentant. Contact Entreprises est une association extrêmement ouverte où chacun à sa place et doit se sentir libre d'exprimer des opinions et de faire des propositions. L'appartenance à une autre organisation patronale n'est bien entendu pas un obstacle, tout au contraire. Il y a en réalité peu d'espaces de liberté aussi reconnus et actifs sur le territoire.

Pensez-vous que cette crise Covid a été aussi une opportunité pour les chefs d'entreprise ?

Je crois profondément qu'il y aura un avant et un après. La crise dont nous essayons d'émerger est violente avec des pertes de citoyens martiniquais et des situations humaines dramatiques mais nous voyons aussi des entreprises en très grande difficulté, surtout dans les secteurs comme l'événementiel, l'hôtellerie et la restauration et les activités connexes à ces secteurs. Derrière ces entreprises personnes morales, il y a des chefs d'entreprises et des salariés qui souffrent.

D'un autre côté, la sévérité et la durée exceptionnelle de la crise nous ont obligé à être plus actifs qu'auparavant surtout vis à vis de secteurs qui se sont retrouvés dans la vraie difficulté. Les chefs d'entreprise sont très inquiets par rapport à l'avenir et face aux difficultés de toutes sortes qui persistent, et nous sommes sur certains sujets loin





d'en être sortis. De ce contexte, l'association a eu un rôle supplémentaire de circonstance à jouer, et cela s'est traduit par beaucoup d'accompagnement, des vidéos d'experts, des webinaires organisés. C'était un peu nouveau mais lié à la période et cela a été nécessaire pour apporter à notre niveau, comme d'autres l'ont fait, des réponses aux acteurs économiques.

Mais nous voyons aussi des acteurs économiques qui résistent bien et qui performant dans la crise.

Cette crise nous a clairement donné une flexibilité interne que n'avions pas

avant. Nos réunions de bureau consultatif se déroulent encore en mode hybride même si nous avons toujours plaisir à nous retrouver pour travailler. Que va-t-on garder de cette crise covid ? Je ne peux encore le dire. Je ne suis pas sûr que ce soit un moment d'accélération ou de transformation profonde de la Martinique. Nous sommes sur un territoire finalement plu-

tôt conservateur, à tous les niveaux. Nous sommes aujourd'hui plutôt tous positionnés sur la défense d'acquis et la défense de prés carrés. Je ne parle pas seulement du monde économique. Étendons ce constat à la fonction publique, à la sphère politique, aux syndicats d'ouvriers et de salariés, nous sommes tous beaucoup centrés sur la défense d'acquis et nous avons du mal à nous projeter vers quelque chose d'autre qu'il faudrait co-construire en pensant parfois « hors de la boîte ». Pendant longtemps je pense que le territoire a été dans la conquête, dans la recherche du progrès, surtout après la deuxième guerre mondiale. Nous étions c'est vrai très en retard de développement dans beaucoup de domaines. Je ne peux pas dire à quel moment nous sommes passés de l'envie collective de bâtir ensemble à la peur individuelle ou corporatiste de perdre ce que nous avons péniblement conquis. Ce moment de bascule n'a pas été anticipé et cela ne nous a pas fait du bien. Les plus jeunes générations sont sans doute encore guidées par cette soif de conquête tous azimuts avec un terrain de jeu qui s'est parfois étendu à la planète entière dans certains domaines comme pour le numérique par exemple. Ces plus jeunes générations de martiniquais ne comprennent pas toujours là où nous voulons conduire le pays. Cette incompréhension explique sans doute les difficultés que nous rencontrons dans nos recrutements et dans la création d'entreprises. Ces difficultés sont structurelles, mais la crise covid les a sans doute mises en lumière et en perspective. Beaucoup comprennent qu'on ne pourra plus faire « comme avant » si nous voulons avoir un jour une Martinique différente, plus apaisée, plus vertueuse, plus fraternelle et donc plus propice au développement économique endogène profitable au plus grand nombre, y compris aux entreprises elles-mêmes.

“le chef d'entreprise est quelqu'un capable d'identifier les menaces mais aussi et surtout d'apporter des réponses à ces menaces et d'en faire des opportunités.”

Les conséquences de la crise Covid se feront encore sentir pour quelques temps et aujourd'hui le conflit russo-ukrainien vient perturber nos vies et la vie de nombre de nos entreprises. Comme nous sommes dépendants des marchés extérieurs, et que finalement nous sommes dans le monde, nous n'échapperons pas aux événements disruptifs qui se passent « ailleurs », même lorsqu'ils nous semblent très lointains géographiquement. Ils finissent toujours par avoir un impact très fort sur nous.

Prenons l'exemple des prix des matériaux de construction qui ont fortement augmenté mettant à mal un secteur de notre économie sur lequel tous comptaient pour une relance post covid vigoureuse. Notre dépendance à l'extérieur est aujourd'hui vraiment trop forte. Nous chefs d'entreprise militons autant que certaines personnalités politiques pour dire qu'il faut réduire notre dépendance aux marchés mondiaux et qu'il faut domicilier la valeur ajoutée au pays. C'est un combat non seulement utile et légitime, mais il est avant tout urgent de le gagner pour traiter certaines problématiques sociales explosives.

Quels sont vos projets pour cette année ?

Nous devrions tenir notre assemblée générale vers la fin mai, c'est toujours un moment utile pour faire le point et un moment important pour la vie de l'association. Nous sommes comme beaucoup dans l'expectative et attendons la vraie fin de cette épidémie, si tant est qu'il y en ait une fin. Nous voulons sortir définitivement de la crise vécue sous sa forme la plus risquée et la plus contraignante. Il faut que ça s'arrête, ça fait maintenant deux ans que nous sommes contraints, c'est très long. Les jeunes eux aussi se posent beaucoup de questions. Je me mets à la place de ces jeunes martiniquais, dont certains ont passé la fin de leur adolescence dans cette crise Covid, qui voient maintenant cette guerre éclater, c'est compliqué pour eux qui représentent l'avenir. Malgré ce contexte, de nombreux jeunes entrepreneurs martiniquais continuent à vouloir apporter des solutions à nos problématiques territoriales, il faut leur permettre de trouver leur place dans l'écosystème local.

Nous affirmons qu'il faut relancer ce territoire, il faut à un moment donné lui donner un second souffle et nous voulons participer

il y a partout dans les entreprises, dans les associations, dans des administrations, des gens qui sont capables d'amener des choses formidables pour construire ce territoire.

vement à cette ambition. Nous essayerons de positionner Contact Entreprises sur un certain nombre d'actions qui vont donner une nouvelle impulsion au territoire et nous l'espérons, de nouveaux espoirs. Ça nous ramène à la question de **l'attractivité du territoire Martinique** qu'il faut redéfinir en allant au-delà des critères géophysiques ou financiers classiques.

■ Quels sont les leviers d'attractivité dans un monde qui a évolué, dans un mode post Covid, dans un monde où une guerre peut éclater en Europe, dans un pays qui se dépeuple ?

■ Comment, avec tous ces paramètres, on peut réinventer des paramètres d'attractivité ?

■ Quelle sera la place de l'humain dans cette quête ?

■ Comment pouvons-nous rendre cette attractivité durable ?

Nous souhaitons que tous participent avec nous à cette refondation ; il faut sans doute que les politiques acceptent un peu plus de co-construire. Il faut vraiment le mettre en pratique cette notion de co-construction tellement utilisée dans les discours prononcés çà et là. Il y a des trésors de ressources aussi bien dans le monde économique que dans le monde associatif. Le monde associatif martiniquais est extrêmement riche et sa couverture géographique du nord au sud en fait un formidable levier de développement social et humain. il y a partout dans les entreprises, dans les associations, dans des administrations, des gens qui sont capables d'amener des choses formidables pour construire ce territoire.

Ensemble, nous pouvons assurément réenchanter la Martinique.

LES PUBLICATIONS DE CONTACT ENTREPRISES, TOUJOURS D'ACTUALITÉ !

LE PETIT LIVRE BLEU

Les entrepreneurs livrent leur vision d'une Martinique plus ouverte sur cette nouvelle économie du 21^{ème} siècle et proposent 21 idées pour voir l'avenir en bleu.

MARTINIQUE ATTRACTIVE

Les opportunités professionnelles en Martinique avec des témoignages de chefs d'entreprise.

MARTINIQUE VERTUEUSE

En juillet 2020, toute une série d'actions et d'événements ont été organisés dont les Ateliers de la croissance verte. 4 ateliers, une cinquantaine de participants, pour un questionnement sous-jacent :

« **Et si la croissance verte constituait l'utopie refondatrice de la Martinique** » ?

SAINT-PIERRE. ATOUT MAJEURS DU TOURISME DE LA MARTINIQUE

Ce petit livre jaune se veut le reflet condensé des pistes de réflexions et d'actions qui ont été abordées durant les Ateliers de Saint-Pierre qui se sont tenus les 28 et 29 mars 2019 en présence de nombreux acteurs économiques, institutionnels et citoyens martiniquais.

QUAND LE BTP VA, TOUT VA !

Ces Ateliers du BTP avaient pour ambition de mobiliser les acteurs de la filière autour d'une question simple : « **Et si le BTP construisait la Martinique de demain** ? »

ROCKET

Since 1952

SE ROCKET NOU LE !

OFFRE
SPECIALE !



REPRISE DE VOTRE BATTERIE USAGÉE

MAI - JUIN
50 %
DE REMISE

DUCOS
Z.I de Champigny
0596 56 00 31

LE FRANÇOIS
Z.I de Trianon
0596 56 40 04

SAINTE-MARIE
Quartier Union
0596 54 85 15

LE MARIN
Z.A Artimer
0596 74 93 59

ROSETTE

**TÉLÉCHARGEZ
L'APPLICATION
MON E.LECLERC,
VOTRE ASSISTANT
PERSONNEL DE COURSES.**

- Votre carte E.Leclerc dématérialisée
- Tous vos bons de réduction
- Tous vos catalogues
- Votre liste de courses à partager



APPLICATION MON E.LECLERC

Votre assistant personnel de courses.



ANTILLA

L'actualité économique, politique, sociale et culturelle



LA FILLIÈRE BANANE DE GUADELOUPE & MARTINIQUE EST-ELLE RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ?

Dossier réalisé par Philippe Pied



NICOLAS DESGROTTES,
PRÉSIDENT DE
BANAMART,
VICE-PRÉSIDENT DE
L'UGPBAN ET
PRÉSIDENT DE
FRUIDOR

Vous découvrirez dans cette interview, un bilan et une photographie de la filière banane des Antilles, l'une des plus dynamiques et éco-responsables des Antilles, qui fait régulièrement évoluer ses pratiques pour améliorer la préservation des sols, de l'eau et de l'air et favoriser la biodiversité dans ses plantations.

UGPBAN / BANAMART

Les atouts et inquiétudes de la filière Banane Française des Antilles

La filière des producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique est répartie entre BANAMART, représentant les producteurs de Martinique, et LPG (les producteurs de Guadeloupe). Ces deux groupements sont réunis par l'UGPBAN, l'Union des producteurs de Guadeloupe et de Martinique qui traite à Paris et en Europe de tout ce qui est mise en marché, communication, marketing, vente, contrôle qualité, concurrence ou encore mûrissement à travers les réseaux FRUIDOR, MURISOL, MUMAFRUITIS. Nicolas des GROTTES, président de BANAMART, vice-président de l'UGPBAN et président de FRUIDOR en Métropole nous dresse ici un bilan et une photographie de cette filière, l'une des plus dynamiques et éco responsable des Antilles, qui fait régulièrement évoluer ses pratiques pour améliorer la préservation des sols, de l'eau et de l'air et favoriser la biodiversité dans ses plantations.

Quel est le parcours d'une banane, de la plantation à la surface de vente ?

Bénéficiant de nombreux atouts nutritionnels et pleine de saveurs, la banane est originaire d'Asie du Sud-Est, et est essentiellement cultivée en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie. Aujourd'hui, de nombreux pays en produisent ; les premiers fournisseurs du marché français sont les Antilles, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Elles sont récoltées sur le **bananier** quand elles sont encore vertes (non mûres). En effet, une fois mûrs, les fruits sont trop fragiles pour être transportés.

UNE FILIÈRE AUX PETITS SOINS

Pour que l'on puisse trouver **les meilleures bananes** dans les surfaces de vente, cela nécessite un véritable **savoir-faire** et l'intervention de nombreux acteurs. Producteurs, transporteurs, mûrisseurs, distributeurs : l'ensemble des maillons de cette filière professionnelle fait des efforts énormes en terme de **qualité**, de **contrôle** et de **respect des normes environnementales** pour le plus grand bien de la Martinique et de la Guadeloupe, des acheteurs et consommateurs.

Les bananes douces ou « dessert », totalisent **59 % de la production mondiale**. La plus



célèbre d'entre elles, **la banane Cavendish**, représente à elle seule la quasi-totalité de celles qui sont exportées et que nous consommons.

Les bananes à cuire représentent **41% de la production mondiale**. Parmi elles, la plus connue est de loin, la **banane plantain** couramment utilisée dans la cuisine locale.

La maîtrise de la conduite du champ est le premier gage de qualité, car elle permet le développement optimal du fruit. Et, même si elle a une peau épaisse, elle reste sensible aux manipulations comme aux températures, et ce, durant tout son cycle de vie. De plus, pour qu'elle exprime son plein potentiel, il faut s'assurer de **contrôler sa maturation**, là encore à chaque étape de son périples.

Qu'est-ce que le contrôle de la maturation, comment fonctionne une Mûrisserie ?

Le mûrissement de la banane est une étape clé ! Les bananes sont réceptionnées vertes en **mûrisserie**. Elles sont alors **entreposées de 4 à 6 jours** dans des conditions leur permettant de mûrir naturellement, grâce à une température et une atmosphère contrôlée. Durant ce processus physiologique et biochimique, **le fruit développe 146 composés organoleptiques**, à l'origine de sa saveur et de son arôme, si particuliers. Une fois arrivées en métropole et après des contrôles qualité sur un cahier des charges particulièrement rigoureux, les bananes partent vers les mûrisseries réparties sur l'ensemble du territoire national; chacune d'elles a des besoins propres en fonction de sa clientèle. La Mûrisserie est « *un ensemble de chambres froides* » où les bananes sont réceptionnées vertes. Ces bananes partent ensuite vers la grande distribution et les grossistes, chez la clientèle. Les clients demandent des colorimétries précises (plus ou moins mûres) en fonction de leur façon de travailler, c'est très technique.

L'UGPBAN possède **9 mûrisseries FRUIDOR** en France, auxquelles viennent s'ajouter depuis 2020, un réseau de 3 autres mûrisseries dans le sud : **MURISOL**, filiale de FRUIDOR à 100%. Il y a quelques mois en Martinique, nous avons fait l'acquisition de la principale mûrisserie de l'île située au Robert : **MUMA FRUITIS**. Celle-ci approvisionne l'ensemble de la grande distribution et les collectivités. Essentiellement réservée

« Les droits de douane sur la banane dollar sont passés en 10 ans de 176 euros/tonne à 75 euro/tonne, une énorme perte pour nous, producteurs français... »

aux plus petits producteurs, c'est du circuit court ; ils sont rémunérés à prix fixe, et ne subissent donc pas les variations de prix existant au national.

Comment se passe la commercialisation ? Des difficultés ?

Au niveau de l'UGPBAN nous avons des réseaux commerciaux, des négociations sont faites de façon annuelle avec les grandes enseignes. Lorsqu'il s'agit d'enseignes nationales (eLeclerc, Intermarché...) cela se passe en France et c'est correct. **La principale difficulté rencontrée** aujourd'hui est que beaucoup de ces enseignes ont des **négoiations au niveau européen**. Nous devons donc rencontrer des acheteurs en Allemagne ou en Espagne, et dans les appels d'offres, on se retrouve au même niveau que la banane provenant de l'Equateur, du Costa-Rica, de la Colombie, etc. qui n'ont pas du tout les mêmes législations que nous en ce qui concerne le droit du travail, la préservation de l'environnement ou la traçabilité sanitaire ! C'est donc très compliqué lorsqu'il s'agit de négociations avec ces enseignes nationales ou internationales. Dans ce cas précis, **la seule chose qui intéresse l'acheteur, ce n'est plus tellement la qualité ou le respect de la nature, mais le prix.**

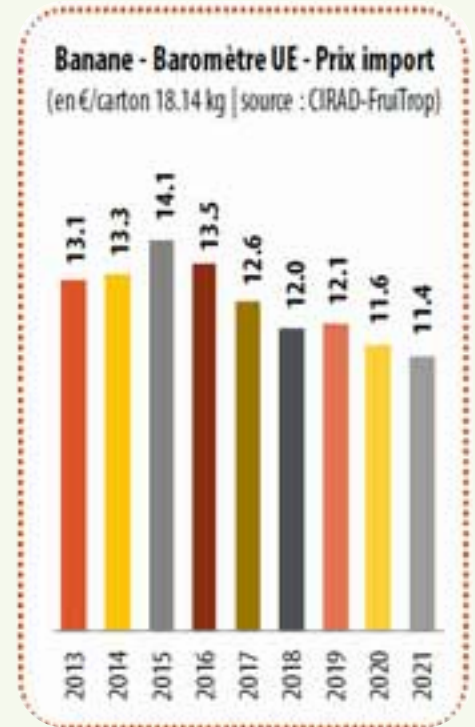
Quelle est l'actualité de la banane, aujourd'hui ? Quelles sont les principales difficultés rencontrées ?

Nous maintenons et entretenons nos partenariats existant avec :

■ Au **port de Dunkerque**, le partenariat avec le **syndicat des dockers** et la **CMA CGM**, qui est extrêmement important, et la signature d'une charte pour que notre banane soit débarquée quelque soit le problème qu'il peut y avoir ; charte respectée par tous depuis cette signature.

■ Toujours à Dunkerque, un partenariat avec la société **DUNFRESH** spécialisée, sur les prestations de débarquement et l'organisation logistique.

■ Nous disposons également sur place d'un atelier qui se charge de mettre le ruban « **Banane Française** » assorti d'un code barre autour du produit.



Côté difficultés : Il y a le **regroupement des achats**, dont nous venons de parler, certaines fois est fait de façon internationale. Nous subissons aussi une **baisse des prix sur le marché européen depuis 2015**, du fait de **l'énorme baisse des droits de douane sur la banane dollar qui sont passés en 10 ans de 176 euros/tonne à 75 euro/tonne.**

L'aide POSEI (aide européenne aux producteurs de banane européens) de **404 euros/tonne** qu'on a depuis 2006 n'a pas bougé alors que tout a augmenté avec, de plus, des contraintes de toutes sortes.

L'arrêt du traitement aérien, avec l'augmentation de la **cercosporiose noire**. C'est bien dans un sens, mais c'est plus difficile pour les producteurs, ce sont des contraintes et des coûts supplémentaires pour les producteurs obligés de faire des tâches manuelles.

Récemment, il y a eu **l'augmentation considérable du coût de tous les intrants**. Cela avait commencé avec le Covid, on a aujourd'hui des problèmes d'approvisionnement dans tous les produits, tout ce qui est autour du bois, on a des aug-

Dossier : Impact carbone de la filière banane

mentations très importantes des palettes, des cartons, de l'engrais, ça avait commencé mais c'est encore pire avec la crise de l'Ukraine parce qu'avec la Russie, ce sont de gros fournisseurs de gaz; le prix de l'urée a doublé. On est arrivé à augmenter sensiblement les prix à la vente, on espère que ça va aider mais les prix des matières premières, des intrants, et de tout ce qui sert à fabriquer notre banane ont augmenté considérablement.

Et de surcroît les **problèmes climatiques** de plus en plus fréquents depuis 2016. Il y eu **Matthew en 2016, Maria en 2017, Elsa en 2021, deux années de sécheresse** très forte en 2019 et 2020. Des événements climatiques importants qui depuis six ans nous ont mis en difficulté. Notre production a baissé, même si nous sommes en train de remonter avec cette année **160.000 tonnes** alors que la moyenne était plutôt de 200.000 T en Martinique (55.000 T en Guadeloupe).

La banane a-t-elle un prix fixe comme l'essence ou le pain ? Comment détermine-t-on son prix ?

Il y a de façon annuelle, la négociation avec la grande distribution, des discussions lors des appels d'offres, etc. et finalement ils nous donnent un volume, ils nous donnent des plateformes et le prix est annuel, sans s'engager sur des volumes.

Il y a d'autres prix qui sont en « spot », quelqu'un veut un container à une date précise, à tel prix, c'est négocié à la semaine.

Aujourd'hui le gros de nos volumes est annuel et négocié avec la grande distribution, Lidl en Allemagne, Carrefour en Espagne... C'est quand même compliqué.

« Rechercher constamment l'excellence et innover pour être toujours compétitifs »

Comment cela se passe-t-il en Martinique pour le prix de vente ?

La mûrisserie négocie individuellement avec la grande distribution. En général les prix sont standardisés et fixes pour tout le monde.

Comment expliquer le dynamisme de cette filière par rapport aux autres filières locales ?

Une des raisons du dynamisme de notre filière Banane de Guadeloupe & Martinique est sa présence sur les marchés européens. Le contexte concurrentiel nous pousse à **rechercher constamment l'excellence et à innover pour être toujours compétitifs**. Afin de faire profiter de son dynamisme et de ses meilleures pratiques aux autres filières antillaises (ananas, filière maraîchères...), la filière a créé en 2008 **l'Institut Technique Tropical (IT2)** pour permettre le partage de ses savoir-faire (* voir l'interview de M. Marcus Héry de l'IT2 dans ce dossier).

« Leur banane bio n'est même pas équivalente à notre banane non-bio d'ici.

TRÈS TRÈS LOIN DE LÀ ! »

Comment faire comprendre au consommateur hexagonal la qualité et la richesse de notre Banane de Martinique et Guadeloupe, la plus respectueuse de l'environnement qui soit ? Est-ce pour lui un critère de sélection ? Connaît-il les tenants et aboutissants et tous les efforts réalisés par l'ensemble de cette filière Antillaise depuis bien longtemps et consécutifs aux plans Banane Durable successifs ?

Pour cela, notre service marketing fait un énorme travail auprès des populations locales comme en métropole, aussi bien envers le grand public que les professionnels, sans oublier les scolaires... Nous avons mis en place des promoteurs des ventes qui passent dans les magasins de la grande distribution, font des mises en avant, des podiums, etc. On fait beaucoup de communication à ce niveau et leur rôle c'est d'expliquer aux gens qu'ils voient et rencontrent, aux chefs de rayons le travail qui est fait. Expliquer qu'en Martinique ce sont des producteurs de petite taille, avec une moyenne de 13-14 ha pour une exploitation bananière...

Dans certains pays comme au Costa-Rica ce sont des milliers d'hectares. Ils sont nos concurrents, ils utilisent tout ce qu'ils veulent comme produits phytosanitaires, ils ont l'avion, l'hélicoptère, pour effectuer les traitements. Ils ont le droit de le faire, ils n'ont pas le même salaire que nous...malgré cela, nous pouvons dire que nous restons présents sur ce marché européen avec la meilleure banane au monde : LA BANANE FRANÇAISE produite en GUADELOUPE et en MARTINIQUE !

Mais nous sommes sur un marché européen, peu importe d'où vient le produit, il doit y avoir des règles européennes, pourquoi ne sont-elles pas appliquées pour cette banane « dollar » qui rentre en Europe ?

C'est le pays qui donne ses règles, s'il dit « c'est bio » l'Europe l'accepte. On se bat pour cela. Aujourd'hui le consommateur a besoin du bio, la grande surface lui donne du bio. C'est du bio au Pérou, du bio en Equateur, du bio en République Dominicaine, etc. MAIS...

Leur banane bio n'est même pas équivalente à notre banane non-bio d'ici. TRÈS TRÈS LOIN DE LÀ !

Le bio de Martinique c'est du vrai bio avec la réglementation française, et les contrôles drastiques qui vont avec. Et c'est la même chose pour notre banane conventionnelle qui peut se vanter d'être à la pointe de l'agro-écologie.

Interview réalisée par Philippe Pied



PIERRE MONTEUX,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'UGPBAN.

L'Union des producteurs de banane de Guadeloupe et de Martinique, à travers son directeur général, dresse ici une situation exhaustive et concise de la filière banane et de son impact carbone pour la planète.

UGPBAN

L'UGPBAN traverse une situation compliquée actuellement. Après deux ans de crise sanitaire liée à la pandémie qui a perturbé grandement notre mode de fonctionnement, on pensait avoir un peu d'accalmie en fin d'année 2021 mais elle fut de très courte durée puisque la réalité est revenue très vite avec le conflit russo-ukrainien qui laisse planer de gros nuages sur le marché européen.

Il y a deux éléments importants à prendre en compte :

Un élément qui va se faire sentir de l'amont à l'aval : c'est la **crise énergétique et l'augmentation considérable des coûts de production**, que ce soit à l'amont où une grosse partie des matières premières viennent de l'est de l'Europe et le cours de ces dernières avait déjà flambé à partir de la rentrée 2021 dans des proportions importantes : le papier, le bois, le plastique ... tous connaissant une augmentation importante. Tout cela impacte nos producteurs et nos coûts de production.

Le marché **russe, et les pays voisins**, représente **2.000.000 tonnes par an**, c'est-à-dire 2 millions de colis par semaine ; la Martinique et la Guadeloupe c'est 200.000 par semaine, donc c'est dix fois notre production nationale.

Compte tenu des conséquences liées au conflit russo-ukrainien (fermeture des ports russes et ukrainiens, sanctions économique et

financières prises contre la Russie ...), le risque de voir ces productions de bananes destinées sur ces marchés de la Russie venir sur le marché de l'Union européenne, est grand par un effet de domino puisque cette production existe. Elle provient principalement de l'Equateur qui doit vendre ces volumes sur le marché international et le marché de l'Union européenne est une destination toute trouvée grâce à sa stabilité et à sa solvabilité. Ainsi, cet afflux de bananes pourrait générer **une déstabilisation du marché communautaire. Pour l'instant ce n'est pas le cas**, nous sommes toujours protégés en raison des tensions qui existent sur le fret maritime et ses disponibilités. Cependant, si ces tensions devaient se relâcher, on pourrait voir venir des volumes importants et voir cette déstabilisation du marché européen se faire. Quand on dit déstabilisation, cela signifie baisse des prix.

Un début d'année difficile qui fait suite à deux années compliquées. Ce n'est pas toujours facile de gérer des entreprises dans ce contexte de crise sanitaire très pesant. Nous sommes toujours là, le ressort de la production française fonctionne toujours, et avons quand même des éléments positifs. Le concept de La Banane Française que nous avons lancé en 2016 représente aujourd'hui **35.000 tonnes, soit 50.000 colis par semaine ; c'est un segment qui se développe.** Nous faisons plus 10% par rapport à l'année dernière avec de nouveaux segments qui se font jour par rapport aux nouveaux modes de consommation qui apparaissent. Par exemple, avant le Covid, nous étions à zéro sur le **drive**, aujourd'hui ce sont **3500 colis par semaine** qui sortent de notre atelier de Dunkerque ; c'est l'explosion de l'achat internet qui en est la raison. Le concept de la Banane Française est parfaitement adapté à ce mode de consommation : c'est un bouquet de cinq doigts avec un prix fixe, il y a une seule référence. Dans la pré-





prend le bateau, qui traverse un océan, donc qui aurait un bilan carbone défavorable. La réalité est toute autre avec moins de **800 grammes d'émission par kilogramme**, ce qui nous place bien en-deçà de très nombreux produits dont certains fabriqués localement (en France). A titre d'exemple, un litre de lait ou un kilogramme de farine de blé : c'est 1,2 kg d'émission. Globalement nous n'avons pas à rougir de notre bilan carbone même **s'il faut encore aller au-delà**. Nous avons fait des progrès notamment sur la partie maritime avec le concours de **CMA-CGM** ; des avancées importantes ont été faites sur **la consommation des navires**, sur **de nouveaux containers** qui ont été mis en

place et qui permettent des descentes en froid plus rapides et moins consommatrices en énergie. Ainsi, il y a eu un grand nombre d'éléments qui font que **le fret maritime** qui peut avoir une image né-

gative **a finalement été un des éléments qui a le plus baissé sur ce bilan carbone global** et on peut en être fiers.

Je pense qu'il y a encore des progrès à faire. Ce bilan carbone est calculé de la production jusqu'à la distribution. Ainsi, au niveau de nos installations industrielles, c'est-à-dire nos unités mûrissage que nous possédons en France hexagonale, nous devons introduire plus d'énergie verte. C'est ce que nous faisons lorsque nous rénovons ou construisons de nouvelles unités. Par exemple, la nouvelle mûrisserie que nous construisons dans la région bordelaise sera dotée de panneaux solaires. Ils sont d'ailleurs en cours d'installation. Ce sont des éléments d'amélioration qui sont importants. **Cependant, l'objectif d'un bilan carbone nul n'est pas tenable, il faut être réaliste, personne ne peut le faire.**

Notre banane n'en demeure pas moins durable et verte.

paration de la commande, cela va vite parce qu'il n'y a que la main à prendre, le consommateur connaît le prix qu'il aura à payer ; pour le distributeur, pour le consommateur et pour nous c'est aussi un élément extrêmement important. Je me répète, mais avant le Covid, on faisait zéro, aujourd'hui on fait 3.500 colis et, à la fin de l'année, nous espérons avoisiner les 5.000 colis par semaine sur ce segment du drive pour la grande distribution ; ça fonctionne bien, car nous sommes quand même une banane différente par rapport à toutes les autres qui viennent d'origines diverses.

Nous avons eu des **conditions de production qui nous ont aussi été favorables sur la partie qualitative** et cela joue beaucoup. La fin d'année a été un peu moins pluvieuse que ce qu'on a pu connaître en 2019 et 2020, de telle sorte que nous avons eu un bon niveau qualitatif qui nous a permis de conforter notre fonds de commerce notamment avec nos mûrisseurs indépendants.

UN BILAN CARBONE SATISFAISANT

Récemment, nous avons réactualisé notre **bilan carbone qui démontre effectivement qu'on a fait des progrès sur l'ensemble de la chaîne**, battant en brèche l'image d'Épinal qu'on peut avoir d'une banane qui vient de loin, qui





SÉBASTIEN ZANOLETTI,
CONSULTANT AUPRÈS
DE L'UGPBAN ET DE
L'INSTITUT TECHNIQUE
TROPICAL (IT2).

BANANE DURABLE :

Ce que met en œuvre la filière antillaise

Depuis 2008, l'UGPBAN, l'Union des Groupements de Producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique a mis en œuvre ce que l'on appelle le Plan Banane Durable visant à réduire les impacts de la production sur l'environnement tout en conservant ses qualités. Nous faisons ici le point à propos de ce dispositif et de l'état de la filière dans un contexte de crise économique mondiale, avec Sébastien Zanoletti, consultant auprès de l'UGPBAN et de l'Institut Technique Tropical (IT2) qui travaille à la recherche et à l'innovation dans les secteurs de la banane et des filières de diversification végétale.

« En 15 années, la filière banane de Guadeloupe & Martinique a mis en place des modes de production innovants et est une des rares filières agricoles françaises à avoir réussi à réduire de 75 % l'utilisation des produits phytosanitaires »

Antilla : Quel sont les grands objectifs du plan banane durable et où en êtes-vous aujourd'hui dans sa mise en œuvre ?

Sébastien Zanoletti : Le plan banane durable a été initié dès 2008, en partenariat avec le CIRAD et l'Institut Technique Tropical (IT2), et le soutien des pouvoirs publics, en vue d'améliorer les pratiques culturales d'un point de vue environnemental, en développant l'agro-écologie et en visant la réduction des pesticides qui a dépassé ses objectifs, puisque leur utilisation a été réduite de 75% à ce jour, alors que l'objectif de départ était 50%. Nous abordons depuis 2020, le troisième plan banane durable avec toujours de nombreux défis : l'adaptation au changement climatique en cours et la réduction des émissions des gaz à effets de serre, la protection de la biodiversité, la protection de l'environnement et notamment de l'eau etc. La réduction des pesticides reste un objectif. Dès le deuxième plan, en 2015, nous avons initié un inventaire de la biodiversité dans les bananeraies, de toutes les espèces végétales et animales qui y vivent, afin de mieux les préserver. C'est à partir de ce moment-là qu'il y a eu le développement de la couverture végétale per-

manente, les jachères semées, la plantation d'arbres, le maintien des zones naturelles... Il y a un gros travail fait sur le système de production notamment sur le sol avec un labour minimum, la réduction des intrants que ce soient des pesticides et des engrais, ainsi que sur la couverture végétale. Nous nous sommes également intéressés aux émissions de gaz à effets de serre (GES), ce qui a abouti à la baisse de la fertilisation qui est émetteur de GES. Par ailleurs, le groupe CMA CGM, notre transporteur maritime, est lui aussi dans cette dynamique de réduction des émissions de gaz à effets de serre, avec l'arrivée de nouveaux bateaux plus économes et de nouveaux conteneurs basse consommation. Grâce à cela, les émissions du transport maritime ont réduit de moitié. Nous avons également travaillé sur l'aval de la filière, notamment pendant le transport terrestre de la banane en métropole et dans les mûrisseries.

A : Pensez-vous que les objectifs du plan sont atteints ou en voie de l'être dans toute la filière ?

SZ : il est toujours possible de s'améliorer mais c'est franchement un succès car nous avons réussi à réduire de façon notoire notre impact sur l'environnement tout en maintenant la production et ses nombreux emplois. Ceci a été rendu possible par le fait que notre filière est organisée et unie, cela permet d'avoir des actions coordonnées sur toute la chaîne. C'est l'avantage d'avoir cette organisation globale qui va de la plantation du bananier jusqu'à la sortie de mûrisserie.

Dossier : Impact carbone de la filière banane



A : Qu'en est-il de la banane bio et quelle est la différence avec la banane durable ? Produisez-vous les deux ?

SZ : Nous produisons de la banane bio dans les deux îles, en Martinique et en Guadeloupe. La différence c'est qu'en bio on ne peut pas utiliser d'engrais et de pesticides de synthèse, on peut employer uniquement des pesticides et des engrais organiques ou minéraux, homologués en bio. C'est-à-dire d'origine naturelle. Le cahier des charges est à ce niveau là encore plus restrictif.

A : Au niveau du coût cela se ressent-il pour le consommateur ?

SZ : Effectivement, il y a une différence pour le consommateur car la productivité est moindre, moins 30% en moyenne, alors forcément le coût de revient est plus élevé. Les engrais organiques coûtent beaucoup plus cher aussi et ils sont moins concentrés. Au-delà des problèmes phytosanitaires, notre souci pour développer le bio, c'est que nous n'avons pas forcément de ressources locales en engrais organique. Nous aurions besoin d'augmenter la production d'engrais organique aux Antilles si on veut développer le bio que ce soit en banane ou dans d'autres cultures. Car importer des engrais organiques augmente les coûts et pénalise le bilan environnemental. C'est la même chose pour les pesticides bio qui coûtent beaucoup plus cher aussi. Evidemment, tout cela se répercute sur le prix de la banane vers le consommateur.

A : Peut-on dire aujourd'hui que la banane de Martinique et de Guadeloupe est la meilleure banane du monde ?

SZ : J'ai visité beaucoup d'exploitations de banane en dehors des Antilles, j'étais encore le mois dernier en Amérique Centrale. On peut trouver un producteur isolé qui a un très haut niveau environnemental dans un pays donné mais ce n'est pas la norme. De notre côté, en termes de perfection esthétique de fruits on n'est pas forcément les meilleurs, parce qu'on a une production la plus naturelle possible. On n'a pas cette perfection cosmétique de la peau que certains producteurs d'Amérique centrale peuvent avoir ; ils vont utiliser des gaines traitées avec des insecticides, ce qui fait qu'il n'y aura aucun défaut sur le fruit, ce qu'on ne fait pas. Mais l'essentiel c'est le fruit, pas la peau ! L'important pour nous est de produire une banane tout à fait saine avec des méthodes de production naturelles, et surtout haut de gamme en termes de goût. En cela, je pense vraiment qu'on est au top au niveau mondial !

A : Existe-t-il comme pour le vin ou le rhum des concours de banane au niveau national ?

SZ : A ma connaissance cela n'existe pas. Mais lorsqu'on interroge les français de l'hexagone, et cela a été fait par sondage, pour eux la banane des Antilles est la meilleure. C'est ce qui compte !

Est-ce que les mesures environne-

mentales vous ont été imposées ? Est-ce que le marché français et européen impose une qualité ou une réglementation particulière ?

SZ : La Banane de Guadeloupe et Martinique doit respecter en premier lieu, les règles européennes et françaises ; ensuite les exigences des distributeurs. Enfin, il y a ce que nous, on s'impose volontairement.

Ce sont les producteurs antillais qui, depuis 2008, ont lancé ce plan de développement durable pour pouvoir avoir cette banane de très haute qualité. Réduire de 50% les pesticides, aujourd'hui de 75%, diminuer les engrais, les gaz à effet de serre, protéger la biodiversité, etc. C'est une volonté des producteurs de continuer dans ce sens.

A : Pourquoi les bananes vendues en France ne sont-elles pas soumises aux mêmes règles sanitaires que la banane antillaise puisqu'il s'agit de consommateurs français ?

SZ : Les bananes d'Amérique latine sont produites suivant leurs réglementations nationales propres, qui sont moins exigeantes qu'en Europe et en France. Cela ne les empêche pas de vendre en France ou dans le reste de l'Europe. Même si leurs modes de production sont différents

Ils doivent simplement respecter les limites maximales de résidus de pesticides dans les fruits qui sont fixées par l'Union Euro-



péenne. C'est la loi du commerce.

Pour le Bio, c'est la même chose, la plupart des pesticides Bio autorisés pour la banane en Amérique centrale ne le sont pas pour la banane des Antilles. Et pourtant elles se retrouvent sur le même marché.

A : Comment se porte aujourd'hui le marché de la banane par rapport aux années précédentes ? Avez-vous subi la crise Covid ?

SZ : Concernant la crise Covid on a réussi à continuer à produire, dans des conditions difficiles mais finalement on a réussi à maintenir notre production, nos emplois et l'activité. C'est important que l'activité agricole se maintienne. On a eu des difficultés pour le transport, pour les intrants, l'approvisionnement en cartons... Mais globalement on a réussi à maintenir la production même si on a eu quelques pertes.

A : Et cela fait-il diminuer le prix de vente ?

SZ : Le prix de vente sur le marché européen ne fait que baisser d'année et année, car la production d'Amérique Centrale augmente rapidement. Même si la demande est là, le marché européen augmentant effectivement, l'offre augmente encore plus vite.

C'est un véritable problème pour les producteurs antillais. Nous sommes arrivés à un prix de vente très bas, ce qui n'est bon pour personne puisque les marges se réduisent beaucoup pour tout le monde, en même temps que les coûts de production augmentent, que ce soit pour nous, les producteurs africains, et même pour les sud-américains. Il faut vraiment espérer une remontée des prix sinon il y aura une crise du secteur.

A : Quelle serait la solution, que faut-il faire et quelles sont les perspectives ?

SZ : Je pense qu'il faut effectivement une prise de conscience de la part de l'Amérique Centrale, il faut arrêter d'augmenter la production sans cesse. Tout le monde

va en pâtir, mais eux les premiers, surtout dans le contexte actuel de guerre en Ukraine. Aujourd'hui le marché russe et celui des pays satellites est d'environ 2 millions de tonnes par an, si les bananes ne peuvent plus arriver sur ce marché, une partie va forcément arriver sur le marché européen et le saturer. Cela fera encore diminuer les prix...

A : Pouvez-vous nous donner quelques chiffres sur le marché européen ?

SZ : Le marché européen est d'environ 6,5 millions de tonnes. Le marché des pays de l'Est, dont la Russie, représente donc presque un tiers du marché européen. C'est beaucoup, on s'attend à un choc ; quand ces bananes vont arriver sur le marché européen, ça va faire dégringoler les prix, ce sera catastrophique. Même si ce n'est rien à côté de ce qui se passe en Ukraine, on pense d'abord à la guerre et aux populations civiles.

A : On le sait, cette crise en Ukraine déstabilise les marchés

MENUISERIES Socomi CUISINES

- VENTELLES
- CARDE-CORPS CUISINES
- SALLE DE BAINS - AMENAGEMENTS
- INTERIEUR - DRESSINGS - PLACARDS
- MAISON CONNECTEE - PERGOLAS
- MOUSTIQUAIRES
- MEUBLES DE JARDIN

SOCOMI POUR VOTRE MAISON

- ALUMINIUM
- PVC PORTES - FENETRES
- COULISSANTS - PORTAILS
- JALOUSIES - SECURITIS
- VOLETS BATTANTS SLIDINGS
- VOLETS ROULANTS
- RIDEAUX METALLIQUES
- AUVENTS

Contactez-nous au **0596 51 11 84**
Demandez vos devis sur socomi@socomi.mq
Retrouvez-nous sur socomi-menuiseries.fr

Place d'Armes, Le Lamentin, 97232

mondiaux, notamment au niveau énergétique et céréalier, peut-elle impacter aussi la banane ?

SZ : Ils sont eux-mêmes producteurs agricoles mais aussi consommateurs. On voit que cette crise perturbe fortement les marchés agricoles, notamment pour le blé. On parle beaucoup du gaz, du pétrole mais il y a aussi la banane. Cela impacte fortement le marché de la banane et la société antillaise. Cela peut être potentiellement dangereux pour certains secteurs car nous sommes dans une économie mondialisée. Les engrais ont beaucoup augmenté par exemple, l'azote est en effet, très dépendant du gaz, les prix des cartons ont augmenté parce que le bois a augmenté... cela a beau se passer de l'autre côté de la planète cela nous impacte aussi.

A : Pensez-vous que le prix d'achat de la banane risque d'augmenter pour le consommateur martiniquais ?

SZ : les producteurs ont fait l'acquisition de la principale murisserie locale de Martinique début 2020. L'objectif de cette acquisition était de réserver l'approvisionnement local (plus proche et

à prix fixe toute l'année) à nos structures les plus fragiles. Il est évident que ces exploitations subissent elles aussi de plein fouet l'augmentation sur les intrants et qu'il faudra bien y apporter des solutions à relativement brève échéance. Des discussions sont en cours avec les principales enseignes commerciales de la place.

A : Combien de tonnes de bananes sont produites et combien sont exportées ?

SZ : Ces dernières années, il y a eu beaucoup d'évènements, des sécheresses, des coups de vent, des cyclones, le Covid, des blocages, etc. L'an dernier on a produit 200.000 tonnes, cette année on prévoit de remonter à 230.000 tonnes. La majorité partant en métropole même si la consommation locale est plutôt en hausse. On est autour de 5.000 tonnes par île.

A : Comment se porte la filière aujourd'hui face aux enjeux climatiques et sociétaux de l'avenir ? Nous traversons une crise sociale importante générant des événements durs dans la banane aussi, des plantations ou des hangars ont été brûlés, par exemple ?

SZ : Je dirais qu'il y a encore beaucoup de défis à relever dans la filière banane et pour les économies antillaises. Il va falloir par exemple augmenter l'autonomie alimentaire qui reste faible en fruits et légumes, la filière banane a un rôle à jouer dans ce domaine en favorisant encore davantage les cultures de diversification sur les exploitations de ses adhérents. Il y a aussi un enjeu social, pour renouveler les générations, attirer les jeunes, avec des emplois salariés plus qualifiés, plus spécialisés notamment sur la mécanisation et la robotisation. Il y a encore beaucoup de défis à relever et nous en avons conscience.

On devra plus prendre en considération le changement climatique car il impacte déjà nos îles. Les météorologues prévoient plus de sécheresses et des cyclones plus puissants.

Nous avons à cœur de développer une banane de qualité, qui soit parfaitement intégrée dans son environnement de Martinique et de Guadeloupe à tous les niveaux, en étant une force de proposition socio-économique.

Propos recueillis par Philippe Pied

UNE BANANE ANTILLAISE AU BILAN CARBONE RÉDUIT DE 14%

Dressé pour la première fois en 2006 au lancement du Plan Banane Durable, le bilan carbone de la Banane de Guadeloupe et Martinique pour 2020 a été présenté par l'UGPBAN, qui regroupe les producteurs antillais, et la CMA CGM, qui transporte les fruits. Les chiffres confirment les progrès réalisés par la filière en 15 ans.

14% de moins en 15 ans... Par rapport à 2006, le dernier bilan carbone de la banane antillaise est plutôt encourageant. Les données relevées prennent en compte les émissions de CO₂ depuis les exploitations bananières jusqu'à la

distribution en métropole en passant par le transport et les produits phytosanitaires.

En 2006, les engrais et le transport maritime étaient les deux plus gros postes de défense carbone. L'UGPBAN et la CMA CGM ont donc mis l'accent sur ces deux points tout particulièrement et ces efforts ont porté leurs fruits.

Moins de 800 grammes d'équivalent CO₂ par kilo pour la banane antillaise

La banane antillaise émet aujourd'hui un peu moins de 800 grammes d'équivalent CO₂ par kilo. C'était 900 grammes il y a quinze ans. Seuls les fruits locaux de l'hexagone sont en dessous : la pomme à 300 grammes

ou la cerise à 700, là où la viande de bœuf est à près de 9 kilos d'équivalent CO₂ par kilo de viande.

C'est essentiellement la forte baisse des émissions liées au transport grâce à de nouveaux conteneurs et l'utilisation d'un carburant moins polluant qui a permis ces progrès au niveau de la production et c'est l'un des axes de progression identifiés.

Les émissions de gaz à effet de serre n'ont en revanche pratiquement pas diminué malgré la suppression de l'épandage aérien et la diminution conséquente de l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires.

Source la 1ere.francetvinfo.fr

vià **ATV**



FACE *à* **FACE**

CHAQUE SOIR 18H40

PHILIPPE DISER



MARCUS HÉRY,
DIRECTEUR TECHNIQUE
IT2 ET INGÉNIEUR AGRO-
NOME DE FORMATION.

L'Institut Technique Tropical (IT2) est une association loi 1901 créée en 2018 regroupant des structures professionnelles de Guadeloupe et de Martinique intervenant dans la production végétale sur cultures tropicales (hors canne à sucre). Il a été créé par les professionnels afin, d'une part, d'orienter et de multiplier les efforts de recherche et de développement en agriculture tropicale, et d'autre part, de diffuser les résultats obtenus à l'ensemble des professionnels rapidement et efficacement. Rencontre avec son directeur M. Marcus Héry.

Institut Technique Tropical - IT2

« Le maillon manquant entre les producteurs de banane et la recherche fondamentale »

Quelle est la différence entre l'IT2 et les organismes comme le Cirad et l'INRAE ?

Ce sont deux missions différentes mais très complémentaires. Le CIRAD et l'INRAE s'occupent de la recherche fondamentale, c'est-à-dire la compréhension très en amont. L'IT2 se positionne un peu plus en aval, c'est-à-dire on co construit et/ou on bénéficie de cette recherche fondamentale et on les adapte à l'échelle l'exploitation agricole pour qu'elle soit durable et économiquement viable.

Pour ce faire et depuis 2021, l'IT2 est composé de **5 pôles thématiques** pour être plus pertinent et en phase avec la transition agroécologique :

■ **Le pôle d'amélioration variétale.** Les travaux portent sur les cultures fruitières, légumières et vivrières d'intérêt pour nos territoires. De manière non exhaustive, des indicateurs comme le comportement au champs et les tolérances/résistances aux bio agresseurs sont étudiés.

■ **Le pôle fertilité, agroéquipement et système de culture.** L'IT2 intervient principalement, sur 3 axes majeurs, en collaboration étroite avec le CIRAD : Le déploiement de solutions alternatives de gestion de l'hébergement en milieu tropical, l'Agriculture de conservation des sols, et le Déploiement de solutions de mécanisation adapté aux différentes typologies d'exploitation que nous avons sur nos territoires.

■ **Le pôle gestion des maladies et environnement.** Le développement de stratégies de protection intégrée des cultures, plus respectueuses de la santé des hommes et de l'environnement. Au-delà de l'approche classique "1 problème 1 solution" c'est l'environnement globale de la plante qui est à reconsidérer.

■ **Le pôle santé végétale.** Dans ce pôle travaille en étroite collaboration avec la **DGAL**, les autres instituts techniques dont **l'Armefflor**, pour favoriser la mise à disposition de solutions durables de protection des cultures tropicales. Ce travail est fait principalement pour les usages

dit mineurs (cultures tropicales en général) ou orphelins (problématiques sanitaires pour lesquelles aucune préparation phytopharmaceutique n'est homologuée).

■ **le pôle cultures sous abris**, afin de s'adapter au changement climatique et assurer une production régulière et de qualité, nous devons explorer toutes les pistes qui permettent de tendre vers l'autonomie alimentaire.

Quel est votre ressenti sur la filière banane de Guadeloupe et Martinique ? Avez-vous le sentiment qu'elle a tout fait depuis un certain nombre d'années afin d'être respectueuse de l'environnement ?

Quand on regarde la filière banane sur les vingt dernières d'années, c'est une filière qui a fait des efforts considérables et qui a mis en place un changement de pratiques phénoménal. La filière a évolué et les modes de production du passé, c'est-à-dire avec une utilisation importante de produits phytosanitaires n'existe plus ! Des efforts importants ont été faits sur les modes de production, ce n'est pas la banane en soi qui posait problème, mais son mode de production.

Nous ne pouvons pas nier que cette problématique a été entendue par les producteurs, et le moins que l'on puisse dire c'est que ces derniers ont pris le problème à bras le corps.

Nous cherchons sans cesse à mettre le bananier dans les meilleures conditions afin qu'il puisse se défendre contre les différents types d'agresseurs et donc de limiter le recours aux produits phytopharmaceutiques. Ça commence par un sol fertile avec des plantes accompagnatrices, qui limite aussi l'érosion, qui capte l'azote atmosphérique pour les rendre disponible pour les plantes, et aussi l'utilisation d'engrais organique de plus en plus accrue. Cela passe aussi par un programme variétal avec des hybrides issus du programme du CIRAD et qui tolère la cercosporiose noire.

« le plan banane 3, pour une réduction drastique de l'impact carbone de la filière banane »

Il y a eu justement des « Plans banane » afin d'aboutir à cela, pouvez-vous nous en rappeler les principaux objectifs ?

■ **Le plan banane durable 1**, était axé principalement sur la réduction des produits phytosanitaires. On était en pleine crise à la fin des années 2 000 et il fallait rapidement mettre en adéquation les méthodes de production avec les attentes sociétales.

■ **Le plan banane durable 2** a confirmé cet objectif de réduction de produits phytosanitaires en intégrant un volet fertilité des sols et amélioration des conditions de travail avec une réduction importante de la pénibilité.

■ **Le plan banane durable 3** qui est en cours a intégré toutes ces thématiques en rajoutant une composante, celle notamment de l'impact carbone. Ce 3ème plan a commencé en 2020 et s'achève en 2022, nous sommes dans une période transitoire. Fort de toute ces expériences, le prochain Plan devra consolider l'existant, tout en allant sur des systèmes plus complexe d'associations de plusieurs cultures dans le système bananier et aussi intégrer l'animal dans le système de culture.

Nous avons entendu parler de coopération avec d'autres pays sur ce plan « Banane durable. Qu'en est-il ?

Le Plan Banane Durable Caraïbes (**PBDC**) est une collaboration scientifique et technique (voyages d'études inter-îles, formations, traductions du manuel du planteur en Anglais et Espagnol,...) entre le CIRAD, l'IT2, les producteurs de Guadeloupe et Martinique (**UGPBAN**), **les producteurs des Windward Islands** et de **République dominicaine**. Le financement du **PBDC** a été assuré par les différents partenaires avec le soutien du programme **INTERREG IV** dont l'objectif était de contribuer au développement harmonieux, concerté et

durable de l'espace Caraïbe par une croissance économique, respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois.

Que pouvez-vous nous dire concernant l'impact carbone de la filière banane ?

Tous ces changements de pratiques, réduction de produits phytosanitaires, amélioration de la fertilité des sols, remplacement progressif des engrais chimiques par de l'engrais organique, gestion intégrée des bioagresseurs réalisés depuis de nombreuses années, ont impacté le bilan carbone. La filière a considérablement diminué et de manière très significative son empreinte carbone. Nous arrivons à la meilleure banane au monde, de plus la plus respectueuse de l'environnement. **Nous arrivons à la meilleure banane au monde, de plus la plus respectueuse de l'environnement.**

Quelles sont les menaces actuelles de la filière banane ? Avez-vous des craintes ?

Il y a la **cercosporiose noire** pour laquelle nous continuons à chercher des solutions durables, mais n'oublions que nous sommes sur du vivant, donc les champignons mutent et deviennent de plus en plus virulent. Il y a aussi la **fusariose TR4** qui n'est pas encore arrivée, c'est une maladie qui est déjà présente dans d'autres zones (Colombie) de production de banane. **C'est une maladie émergente et empêche toute forme de production quand elle présente, et touche toutes les variétés.** On reste confiant

parce que la filière est très vigilante ; ce n'est pas facile mais comme elle est très organisée et très structurée, cela permet de mieux faire face aux grands défis à venir.

Comment sont définies les grandes orientations de l'IT2 ?

Les grandes priorités de l'IT2 sont définies à travers les comités de concertations des différentes filières maraichères, fruitières et vivrières, qui font remonter leur besoin pour continuer à produire durablement et s'adapter au changement climatique. Puis le Conseil d'administration valide les grandes orientations de l'institut en veillant à ce que les résultats soient concrets et rapidement applicables.

Quelle est la grande priorité de l'IT2 ?

La grande priorité de l'IT2 est d'apporter des solutions techniques aux différentes filières afin qu'elles soient compétitive et en phase avec les attentes sociétales.





GRÉGORY FOURCIN,
DIRECTEUR CENTRAL EN
CHARGE DES LIGNES AMÉ-
RIQUE LATINE ET OUTRE-
MER.



BERNARD POUDEVIGNE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE DE MARTINIQUE

Troisième armateur mondial avec **22 millions** de conteneurs équivalent 20 pieds (EVP) transportés en 2021, le Groupe CMA CGM est aussi leader du transport maritime à la Martinique.

CMA-CGM

Pour une transition écologique du transport Maritime

Avec 170 salariés localement répartis entre l'activité transport et celle de la manutention, elle est le partenaire historique de la filière Banane aux Antilles et en Martinique. Son Président Directeur général, Rodolphe Saadé, très sensible à la lutte contre le changement climatique et à l'écologie, a depuis longtemps tenu à ce que son entreprise, et les Hommes qui la composent, entre dans une démarche vertueuse et respectueuse de l'environnement. Quelles sont les mesures entreprises pour une diminution de l'impact carbone de l'activité transport ? Comment le conflit Russo-Ukrainien impacte cette activité sur les Antilles et sur le Monde ? Quelles sont leurs relations avec la filière banane et comment ont-ils, dans leur activité transport, pu réduire leur impact carbone ? Grégory Fourcin, directeur central en charge des lignes Amérique latine et Outre-Mer, et Bernard Poudevigne, directeur général de l'agence de Martinique répondent à nos questions...

Que représente CMA CGM au niveau mondial et local ?

Fondé en 1978 par Jacques Saadé, le Groupe CMA CGM (sa dénomination depuis 1996 suite à la fusion des 2 entités) emploie aujourd'hui 146 000 personnes » dans le monde (« dont près de 4 500 en France et plus de 320 aux Antilles françaises »). Nous sommes le 3^{ème} transporteur mondial avec **22 millions de conteneurs** « Equivalent Vingt Pieds » (EVP) transportés l'an dernier, et 1^{er} à la Martinique. Présent dans 160 pays via notre réseau de plus de 400 bureaux et 750 entrepôts, et fort d'une flotte de 566 navires, CMA CGM dessert plus de 420 ports dans le monde sur 5 continents

« Chaque semaine, un bateau rempli de bananes part vers l'Europe - 250 conteneurs, soit 5 000 tonnes de fruits, c'est-à-dire 27 millions de bananes ! »

Quels sont vos rapports avec la filière banane ?

Il faut savoir que la banane représente **75% des volumes exportés de la Martinique**. Le reste de l'export est rempli par le rhum, d'autres produits fabriqués localement, et aussi les déménagements qui représentent de petites quantités.

Nous sommes le **partenaire historique des producteurs de bananes de Guadeloupe et de Martinique**, partenariat démarré en 1998, et avons un contrat avec l'UGPBAN qui court jusqu'en 2026. Chaque semaine, un bateau rempli de bananes part vers l'Europe et plus particulièrement le Port de Dunkerque – 250 conteneurs, soit 5 000 tonnes de fruits, c'est-à-dire 27 millions de bananes !

C'est une fierté pour le Groupe de participer aux échanges entre l'Hexagone et les Outre-Mer, d'exporter le savoir-faire ultramarin à travers le monde et de poursuivre nos services y compris en période de perturbations.

Qu'en est-il justement du transport de la banane vers la Métropole et de l'impact carbone de ce transport ?

Le transport constitue une étape clé dans la maturation de la banane, ce qui nécessite des conditions optimales avec de nombreux paramètres qui doivent être contrôlés, faisant donc appel au savoir-faire du groupe CMA CGM dans le transport de conteneurs réfrigérés.

La banane est un fruit fragile, qui ne peut être transporté mûr. Les bananes sont ainsi récoltées puis transportées au stade vert. Durant le transport (en bateau), elles sont « endormies » grâce à un abaissement de la température à 12-13°C. Cette conservation à température modérée, dans des **conteneurs réfrigérés dits « Reefer »**, permet **de bloquer naturellement le processus de maturation** et de respecter la qualité intrinsèque du fruit. Elle est ensuite déchargée à Dunkerque, puis envoyée en mûrisserie pour, par la suite, être mise en rayon par leurs soins.

Conscients de l'engagement écologique de la filière de bananes françaises, nous avons proposé à l'UGPBAN, le service CLEANER ENERGY biofuel. Ce biocarburant permet de réduire d'au moins 84% les émissions de carbone du transport maritime.

Les navires sur lesquels les bananes sont transportées permettent également d'acheminer des **produits de première nécessité** et des **biens de consommation** (bois de construction, automobiles, produits alimentaires...) nécessaires à la vie courante et au **développement économique des Antilles**. Ces porte-conteneurs transportent au retour des bananes. Ce retour, qui ne se fait jamais à vide, permet **d'optimiser les échanges** d'un point de vue **économique** mais aussi **environnemental**.

Le transport maritime est 2,5 fois moins générateur de CO₂ (dioxyde de carbone) que le transport routier et 20 fois moins que le transport aérien.

CMA CGM a également investi en 2019 dans une série de quatre nouveaux navires, plus modernes et plus performants, pour les routes entre les Antilles et l'Europe, permettant d'accroître significativement la desserte des Outre-Mer. Ces navires ont été conçus pour pouvoir transporter 850 conteneurs Reefer chacun.

« CMA CGM a pour objectif d'être Net zéro carbone en 2050 »

Qu'est-ce que le Biofuel ?

Le biofuel est un biocarburant, constitué d'huiles végétales recyclées et de résidus forestiers permettant une réduction de 84% des émissions de CO₂ sur l'ensemble du cycle de vie. Le Groupe CMA CGM s'est engagé à utiliser 10% de carburants alternatifs d'ici 2023. Le biofuel constitue une alternative aux fuels conventionnels.

Pour qu'un client agisse sur son empreinte environnementale il faut qu'il le veuille, qu'il nous le demande, ce qui est le cas de l'UGPBAN et qui lui permet de réduire son empreinte environnementale.

Quels-sont vos autres actions et engagements en matière de transition énergétique du transport maritime ?

Le Groupe CMA CGM a toujours considéré que sa **performance économique était indissociable de sa performance sociale et**

environnementale. Nous avons fait des choix pionniers en faveur de la transition énergétique avec la volonté d'entraîner avec nous l'ensemble de l'industrie.

En novembre 2017, Rodolphe Saadé, Président Directeur Général du Groupe CMA CGM, a fait le choix précurseur de commander 9 navires de 23 000 EVP (Équivalent Vingt Pieds) équipés de moteurs au GNL, une première dans l'histoire du transport maritime pour des navires de cette taille. Le GNL est aujourd'hui le meilleur outil industriel pour préserver la qualité de l'air, enjeu majeur de





Loïc Léopold (en chasuble) directeur adjoint de la GMM (générale de manutention Martinique) Branche manutention de CMA CGM Martinique, François Bocquet (chemisette bleue) Directeur de la GMM, Bernard Poudevigne DG CMA CGM Martinique, Karl Thine (assis) chargé d'exploitation opérations terrestres.

Une plus petite partie de nos clients est soumise à l'offre et la demande. Le Groupe CMA CGM a décidé de stopper l'augmentation de ses taux de fret spot dès le 9 septembre 2021 pour l'ensemble de ses lignes maritimes dans le monde. Cette mesure se poursuit jusqu'en juin 2022.

santé publique.

D'ici fin 2024 le Groupe CMA CGM opérera une flotte de 44 porte-conteneurs de différentes tailles. 27 porte-conteneurs « e-méthane ready » équipés de moteurs dual-fuel et propulsés au GNL sont d'ores et déjà en service.

Le gaz naturel liquéfié qui fonctionne à bord de nos navires entre l'Asie et l'Europe, entre l'Asie et les Etats-Unis, et entre l'Asie et la Méditerranée permet aujourd'hui la suppression de la quasi-totalité des polluants atmosphériques et apporte une première réponse à la **lutte contre le réchauffement climatique.**

Le Groupe partage ses solutions pour la transition énergétique du transport maritime et offre ainsi des solutions adaptées à ses clients avec **ACT with CMA CGM+**.

A l'occasion de la COP 26, Rodolphe Saadé a annoncé la décision du Groupe CMA CGM de rejoindre la Race to Zero des Nations Unies avec pour objectif d'atteindre Net zéro carbone d'ici à 2050. Le groupe s'y engage.

Y a-t-il sur les Antilles des navires de ce type ?

Sur les Antilles nous n'avons pas de navires propulsés au gaz naturel liquéfié, en revanche nous travaillons avec notre département qui s'occupe du fuel pour trouver encore d'autres alternatives..

Sommes-nous concernés en Martinique par la crise sanitaire et le

conflit russo ukrainien dans le transport des conteneurs ?

L'industrie logistique et du transport de marchandises fait face depuis le milieu de l'année 2020 à une situation de déséquilibre entre la capacité effective et une demande très soutenue. Cela concerne également le transport maritime et les activités portuaires. Toutes les chaînes logistiques sont à flux tendu, de la sortie des usines jusqu'au consommateur final et le transport maritime marche à plein régime.

Nous essayons par tous les biais de pouvoir continuer à sortir les conteneurs et la marchandise avec nos clients vers les Antilles et vers la Martinique plus précisément. Avec la réapparition du covid à Shanghai, les clients doivent utiliser d'autres relais de production au départ de Chine et arrivent à exporter depuis le sud ou le nord de la Chine vers les Antilles.

Afin de les soutenir, le Groupe CMA CGM propose des escales additionnelles à ses clients dans d'autres ports en Chine pour leur permettre d'exporter depuis cette zone.

Nous avons stoppé nos activités sur la Russie et on ne peut plus opérer dans les ports ukrainiens, principalement au port d'Odessa pour des questions de sécurité. **Cela n'a pas d'impact direct sur les Antilles.**

Pouvez-vous nous parler des coûts du transport maritime en général ?

La majeure partie de nos clients ont conclu des contrats long terme avec des taux fixe.

Depuis le 1er mai 2021, le Groupe CMA CGM a décidé le gel des taux de fret pour les Antilles pour permettre à nos clients de poursuivre le transport de leurs marchandises sans être impactés par des hausses de coût avant même que le Groupe gèle ses taux de fret sur l'ensemble de ses lignes.

Dans les Outre-Mer le Groupe CMA CGM agit comme un trait d'union avec la métropole et met en place toutes les solutions pour pouvoir servir au mieux ses clients.

Nous protégeons nos territoires d'outre-mer ; il s'agit de limiter les coûts de fret pour ne pas créer de problématiques de transport aux Antilles notamment. Le transport maritime constitue une très faible part du coût de vente du produit dans les départements et territoires d'outre-mer bien que nos coûts d'exploitation augmentent eux très fortement

Souhaitez-vous rajouter quelque chose ?

Je voudrais insister sur le lien fort entre CMA CGM et les Antilles. CMA CGM est le premier opérateur maritime aux Antilles. Rodolphe Saadé, a un attachement particulier pour les Outre mers, avec la volonté de desservir ces territoires du mieux qu'on le peut. Il y a bien sûr la banane, mais aussi tous les produits que nous envoyons aux Antilles.

Propos recueillis par Philippe Pied



JOSÉ BEDOT

LES PLANTEURS DU NORD, EN INTELLIGENCE AVEC LA TERRE.

Si la culture de la banane a fait l'objet de multiples controverses en raison de la crise du chlordécone, la filière a mis en place depuis 2008, un plan banane durable qui peu à peu a su convaincre les planteurs de la nécessité de réduire l'impact de la production sur l'environnement. Victime des aléas climatiques, des crises sociales et économiques, cette culture fait cependant partie intégrante du paysage martiniquais et elle est défendue par des agricultrices et des agriculteurs passionnés, tous les jours sur le terrain. Nous avons rencontré deux d'entre eux sur le territoire du Nord Atlantique, entre le Marigot et le Lorrain, proches des forêts luxuriantes et des rivières claires. L'un travaille en agriculture raisonnée, l'autre exclusivement en agriculture biologique, tous deux sont intimement convaincus de devoir travailler en harmonie avec la Nature pour parvenir à une nécessaire autonomie alimentaire de la Martinique.

JOSÉ BEDOT :

« Je pense que c'est l'un des plus beaux métiers du monde que de nourrir l'homme. »

Pour parvenir jusqu'à la plantation de José Bedot, mieux vaut être guidé à travers les traces qui partent de l'Habitation Lagrange, en direction de la forêt sur le lieu-dit Durand-Pirogue, du nom de la rivière toute proche. José

est arrivé sur cette ancienne plantation en friche en 2009. Il a dû replanter toutes les parcelles de cette exploitation de 9 hectares de surface agricole utile. Il se souvient : « J'ai planté mes premières parcelles en 2009. J'ai récolté en 2010, 2011, une période où la vente était très importante. Les premières années ont été très compliquées. Mais passionné comme j'étais, j'ai persisté et aujourd'hui je suis épanoui dans mon métier, je suis content de ce que je fais et surtout je sais que mon métier a un sens. Je m'inscris dans la démarche d'une agriculture raisonnée. J'ai arrêté les herbicides, nématicides, insecticides et je suis satisfait de dire que le seul produit phytosanitaire utilisé ici est un fongicide pour le traitement de la cercosporiose parce que je n'ai vraiment pas d'autre alternative. Mais c'est le seul que j'utilise dans mes champs et c'est une grande fierté pour moi. J'utilise les pièges à charançon, pour la maîtrise de l'herbe c'est de la fauche mécanique, pour éviter la verse, la chute des bananiers ce sont des apports réguliers en matière organique. C'est toute une démarche, j'estime qu'il faut être en harmonie avec sa conscience et son éthique. Je fais mon métier de façon sereine parce que je sais ce que je



produis pour les gens, je prends soin de celle qui me donne tout aujourd'hui, c'est-à-dire la terre. »

José vient d'une famille d'agriculteurs qui cultivait de la canne. Dès le collège, il est passionné par l'agriculture et la cuisine, une passion qu'il n'abandonne pas malgré la grande charge de travail sur la plantation. Il fait ses études agricoles en Martinique et un BTS en Charente. Puis, il intègre la coopérative Banalliance dans laquelle il restera 13 ans avant d'avoir l'opportunité de reprendre cette exploitation.

Accepter la Nature

Aujourd'hui, avec 6 hectares plantés, il produit à peu près 200 tonnes de banane par an. « Ces dernières années, c'était compliqué en raison de la cercosporiose. J'ai ici une pluviométrie très importante, beaucoup



d'humidité, donc des conditions très favorables pour le développement du champignon. On ne peut pas être plus proche des bois que moi c'est impossible. Je suis à la lisière de la forêt, c'est un cadre idyllique mais qui oblige à avoir des conditions d'exploitation assez particulières. D'ailleurs, les traces et les bois me font perdre une partie de la surface exploitable. Mais c'est comme ça, il faut accepter parce qu'on ne peut pas dompter la nature, à nous de travailler en symbiose avec elle. »

Moins d'empreintes sur l'environnement

Il y a cinq autres planteurs dans ce bassin qui ne travaillent pas tous en agriculture raisonnée. Mais José est confiant car les résultats sont là et l'ensemble de la filière peu à peu adapte ses pratiques. « D'une façon générale la profession s'est engagée dans cette voie et nous avons des résultats très probants, les chiffres de la production parlent et les importations de produits phyto ont chuté de façon spectaculaire. C'est très bien pour tout le monde, pour la nature, pour la Martinique aussi, il ne faut pas oublier que nous sommes sur une île. On a retenu les leçons du passé, le mal est fait et les premières victimes ce sont nous. Moi j'ai une partie de mes sols qui a un taux de chlordécone trop important pour pouvoir les exploiter. Alors que j'aurais aimé nourrir mes

compatriotes avec des dachines, ignames, patates douces... On a des gens à nourrir. Nos territoires sont riches de personnes et de solutions alternatives. Il faut attendre et faire confiance à la nature qui est très résiliente même si son temps n'est pas le même que les temps des hommes... »

Ainsi, la filière plus consciente met des solutions en œuvre pour réduire son empreinte carbone : « L'empreinte carbone que l'on a est surtout dans le transport puisqu'on est loin de notre marché hexagonal. Mais notre transporteur la CGM, commence à avoir des bateaux qui consomment moins et polluent moins. Au niveau des planteurs, ce sont des actions du quotidien, en arrêtant les produits phyto, c'est moins de transport, moins de plastiques. L'Institut technique tropical travaille à des essais pour remplacer nos gaines plastiques par des matières biodégradables. La filière investit beaucoup avec les aides collectives dans la recherche et l'innovation. Comme toute production, si on n'innove pas on est vite dépassé. Nous gagnerions, à faire connaître nos métiers, j'invite les gens à s'arrêter dans les stations de conditionnement car la banane fait partie de notre patrimoine, c'est important que la population se l'approprie. Je pense que c'est l'un des plus beaux métiers du monde que de nourrir l'homme. »

LE CYCLE DE LA BANANE EXPLIQUÉ PAR JOSÉ BEDOT :

Un bananier en condition normale produit une feuille par semaines, au bout de vingt feuilles, le bananier va donner son inflorescence après il faudra entre 10 et 12 semaines pour le grossissement du fruit. Cela va varier en fonction de la température. Une fois qu'il a fini de porter c'est la phase d'œilletonnage et on aura un retour de cycle. Une souche peut durer près de 25 ans, quand on l'entretient bien, il faut lui apporter du fumier et de l'eau. Mais de façon traditionnelle, pour avoir un rendement compétitif, la durée de vie d'une parcelle est de six ans. Ensuite, on détruit les bananiers et on laisse le sol se reposer en jachère pendant deux ans. Les deux principaux ravageurs sont les charançons qu'on n'aime pas du tout, en fait c'est sa larve dans le bulbe du bananier qui empêche la plante de faire ses racines et la font tomber. Et les nématodes, un petit ver facile à voir lorsqu'on coupe une racine dans le sens longitudinal, s'il y a des traces rougeâtres ce sont des nématodes. En laissant le sol sans culture pendant deux ans, on l'assainit. Et derrière, on revient en mettant des plants sains (vitroplants) sur des sols sains.



CINDY DAIRE

CINDY DAIRE DE LA FERME DE MORNE CAPOT :

« Nous autres, les êtres humains, voulons toujours tout contrôler mais au contraire, il faut travailler avec l'intelligence de la Terre »

La ferme du Morne Capot est magnifiquement située « au fin fond des bois », comme le précise les riverains qui nous indiquent le chemin : « Il faut monter toujours tout droit jusqu'au fin fond des bois, au bout c'est la ferme ! ». Sur les contreforts de la Montagne Pelée, bien au-dessus du Lorrain, la ferme familiale a fait le choix, voici quelques années, de l'autonomie et de l'agriculture biologique.

Après la ferme, il y a la forêt inspiratrice, comme on va le voir, de ce modèle d'agriculture, sans aucune exploitation en amont. Sur les 47 hectares de la plantation, la banane en occupe 40, le reste est consacré aux produits maraîchers, à la forêt et aux œufs bio. Tout ce qui est produit ici est 100% biologique, 100% autonome. Cindy Daire explique ce choix : « On produit nos propres engrais et nos propres produits pour palier au problème qu'il y a eu avec la chlordécone. Une partie des terres ici a été touchée mais à petite dose car le produit coûtait trop cher et a été très peu utilisé par mon grand-père. Il faut savoir que cette molécule a pollué les terres partout dans le monde, la chlordécone a été autorisée et utilisée dans le monde entier, mais la Martinique est aujourd'hui ciblée parce qu'on a voulu expliquer pourquoi la banane posait problème aux Antilles. Aujourd'hui on est en bio et en autonomie, pour éviter un autre problème de ce type. On a été certifié par ECOCERT depuis 2014. On aurait la possibilité d'utiliser des produits phyto bio, mais si je traite avec l'un de ces produits et que demain il sort de la charte bio ? Je prends toujours l'exemple de la chlordécone, c'est pour cela qu'on fabrique nous-mêmes nos produits, pas un intrant ne rentre ici. Comme ça personne ne pourra me dire jamais, que j'ai abîmé mon sol. »

TRAVAILLER EN OSMOSE AVEC SON MILIEU

L'exploitation est parvenue à fabriquer elle-même ses engrais, elle est en complète autonomie. L'agricultrice évoque ce savoir-faire : « On récupère des micro-organismes naturels dans les bois, on les multiplie avec du lait et de la mélasse, on fait tourner la cuve de 6500 litres, pour une quantité de 40 litres de micro-organismes, pendant une journée et demi. On s'en sert pour réensemencer les micro-organismes que la plante utilise. On récupère aussi les djins, les hampes de bananes qu'on met dans un local à l'air libre, elles se décomposent et nous fabriquent un jus, qu'on appelle le Lexivia. Il est riche en potasse, phosphore, magnésium... En fait le bananier a pompé dans le sol pour nourrir

son fruit, ce liquide contient tout. On le dilue dans des cuves d'eau et on réensemence nos sols. Et puis, on a le poulailler depuis 2021, on récupère cette fiente qu'on minéralise pour nos sols. Tout ce qui est engrais est fait maison, sur place. Pour les ravageurs, on n'utilise rien. Il faut savoir qu'en agriculture biologique, il faut laisser faire la nature. Les nématodes existent, oui, mais il y a des bonnes et des mauvaises. Si on traite, ça tue tout. Chez nous, les bons nématodes, font une barrière naturellement dans les racines du bananier pour sauvegarder leur garde-manger et empêche les mauvais nématodes de venir. Tout se fait naturellement, on ne s'occupe de rien. Les fourmis font leur travail, je ne tue pas les bêtes qui font leur travail. On ne



Régimes de bananes Bio

met rien non plus pour les charançons. En fait, une certaine année, on a dû sauter un traitement, ça coûtait trop cher, j'ai dit à mon père Michel Blondel de la Rougerie qu'on ne pourrait pas faire ce traitement. Depuis qu'on a sauté ce traitement, on n'a jamais repris. A l'époque, avec les mauvais temps on avait beaucoup d'arrachés, aujourd'hui on beaucoup de cassés mais pas d'arrachés, ça veut dire que la nature fait son travail. »

C'est celui que l'on appelle le docteur Arabel, un ami cubain de la famille, qui a formé l'équipe à ces pratiques culturales. « Il venait tous les trois mois, passer un mois avec nous. Il nous a accompagné pendant huit ans, il nous a montré tout ce qu'il fallait voir dans la nature, comment fonctionne les micro-organismes dans la forêt. C'est grâce à lui qu'on est en agriculture biologique et qu'on a pu avancer. »

UN RENDEMENT HONORABLE SANS CHIMIE

Aujourd'hui avec leurs deux structures agricoles, la famille obtient un rendement compris entre 30 et 32 tonnes à l'hectare, quand le modèle conventionnel arrive à faire 40 à 45 tonnes. Ces deux structures produisent respectivement 900 tonnes pour CARA et 800 tonnes à la ferme du Morne Capot. Il s'agit d'une plantation familiale qui vient du grand-père et Cindy a toujours été passionnée par l'agriculture : « J'aimais ce métier, j'aimais la banane, depuis mon jeune âge, j'ai commencé à travailler avec papa depuis l'âge de 13 ans. On m'a toujours dit de faire attention parce que la banane allait disparaître un jour ou l'autre donc on m'a déconseillé les études agricoles, alors je suis partie faire un BTS comptabilité gestion. Mon père me disait que ça allait me servir à gérer les sociétés. Ça fait 15 ans maintenant que je travaille sur l'exploitation, je suis passionnée et je n'ai pas peur d'avancer. »

UN MODÈLE BIOLOGIQUE POSSIBLE ET POSITIF

Cindy est convaincue, que ce modèle plus respectueux de la nature et de l'humain peut apporter une certaine indépendance alimentaire à la Martinique. « On montre aux agriculteurs qu'on peut être autonome et produire chez nous, car si un jour, un bateau n'arrive pas tu ne peux pas traiter ou nourrir ton sol. On montre qu'un agri-

culteur doit être aussi éleveur pour pouvoir récupérer la fiente de l'élevage et en nourrir son sol. Il faut revenir à la sagesse ancienne oubliée par la chimie.

On est les premiers à avoir fait de la banane biologique en Cavendish export. Et Monsieur Hayot nous a rejoint, il est dans le sud mais ne travaille pas comme nous, il n'est pas autonome.

On peut faire de l'agriculture biologique sur la Martinique, sans tricher, il faut le vouloir. Une fois qu'on se lance dans l'agriculture biologique, il y a un système dans le sol qui se met en place et si on va à l'encontre du bio, on perd tout ce qu'on a mis en place ; Il y a une intelligence de la terre. Quand on a commencé on faisait du 25 à 28 tonnes hectare, aujourd'hui on est entre 30 et 35 parce que le sol s'est habitué à s'alimenter tout seul, à vivre naturellement, on ne l'aide pas, il utilise son potentiel endogène. C'est comme les engrais que je fabrique avec les micro-organismes endogènes à chez moi je ne peux pas les vendre à des planteurs dans le sud, puisque ce n'est pas le même écosystème. C'est une envie et une philosophie. C'est comme pour le Covid, le corps humain se défend lui-même. Il faut laisser la nature faire ce qu'elle a envie de faire et ne pas aller à l'encontre. **Nous autres, les êtres humains, voulons toujours tout contrôler mais au contraire, il faut travailler avec l'intelligence de la Terre.** Tout contrôler, ce n'est pas le but, le but c'est de laisser la production se faire et surtout avec des bonnes ondes car la plante est un être vivant, elle ressent tout. C'est pour cela qu'on se tourne vers la biodynamie. »

Réduire encore l'empreinte carbone en allant vers l'autonomie alimentaire

« Ici, on n'utilise pas de produits donc il n'y a pas de transport d'intrants, sauf pour les cartons et le poly bleus pour les oiseaux puisque le consommateur veut ce que j'appelle une banane plastique c'est-à-dire sans défaut. C'est le transport qui augmente notre empreinte carbone c'est pour cela que 50% de notre production banane va au marché local, les grandes surfaces de la Martinique et les écoles à qui on distribue deux fois par semaine. Quant au maraîchage et aux œufs, ils sont destinés à 100% au marché local.

Aujourd'hui il faut aider les agriculteurs surtout le secteur des maraîchers. Je trouve injuste que les Grandes et Moyennes Surfaces importent des produits de l'extérieur, parce que la concurrence arrive à moindre coût, alors que nous avons des produits locaux de qualité. »

Vivre et travailler en symbiose avec son environnement immédiat, respecter les cycles naturels, observer et imiter l'intelligence de la nature, et surtout faire preuve de respect et de gratitude envers la terre, tels sont les préceptes de l'agriculture de demain, qui animent ces jeunes planteurs de bananes, fiers de leur travail et de leur engagement.

Reportage de Nathalie Laulé

QU'EST-CE QUE LA BIODYNAMIQUE ?

L'agriculture biodynamique est une agriculture garantissant la santé du sol et des plantes pour procurer une alimentation saine aux animaux et aux hommes. Elle accorde une grande importance aux rythmes de la nature et à l'influence des astres, particulièrement des cycles lunaires. Aujourd'hui, les grands principes biodynamiques prennent en compte : l'influence des rythmes cosmiques, l'élaboration de préparations et leur utilisation, le travail du sol, en harmonie avec la terre et la plante : ces trois éléments forment un écosystème dont l'équilibre doit être respecté
Rudolf Steiner est le fondateur de la biodynamie. L'agriculture biodynamique est l'un des courants fondateurs de l'agriculture biologique.

Source : actu-environnement.com

Antilles
Matériel Service

Le sens de l'engagement



Concessionnaires engins TP

HITACHI

Mansarde Catalogne - Le Robert

Tél.: 0596 38 10 38

www.amsantilles.com

r.adelaide@amsantilles.com



OUI

**LA FILLIÈRE BANANE
DE GUADELOUPE
& MARTINIQUE**

**EST RESPECTUEUSE
DE L'ENVIRONNEMENT**

L'îlot Vins

L'Art du Vin



VINS | CHAMPAGNES | SPIRITUEUX | EPICERIE FINE



BELVEDERE



L'ÉPICERIE
DE PROVENCE



L'ÎLOT VINS
C. Cial Carrefour Cluny
97233 SCHÛLCHER
Tél. 05 96 60 29 43
cluny@lilotvins.com

L'ÎLOT VINS
Z.I. de la Jambette
97232 LE LAMENTIN
Tél. 05 96 50 32 29
jambette@lilotvins.com

L'ÎLOT VINS
Zone de Manhity
97232 LE LAMENTIN
Tél. 05 96 51 58 81
manhity@lilotvins.com

L'ÎLOT VINS
CC Marin Village
97290 LE MARIN
Tél. 05 96 68 91 51
marin@lilotvins.com

www.ilot-vins.fr       

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION - WWW.MANGERBOUGER.FR

K'ribbean Fit Wear entre dans la danse...



Stéphanie Cotrébil Fanchone est une martiniquaise tenace. Quelques années après avoir créé sa marque de vêtements, dénommée *K'ribbean Fit Wear*, cette dynamique professionnelle de la remise en forme donne en effet un second souffle à sa création avec des pièces mixtes destinées à tous les types de corps, du XXS au 6 XXL, et le partage d'un message limpide : « Bouge, vis et ose ! ». A l'issue d'un récent show, rythmé et souriant, présentant quelques uns de ses vêtements, nous avons échangé avec **Stéphanie Cotrébil Fanchone**. Entretien avec une battante.

Antilla : J'ai cru comprendre que votre marque existe déjà depuis quelques années : c'est bien cela ?

Stéphanie Cotrébil Fanchone : Oui la marque existe depuis longtemps mais c'était sous forme de ventes privées et seules mes clientes y avaient accès. A l'époque c'était une production 100% locale, mais les personnes qui travaillaient avec nous étaient un peu "essoufflées". Donc j'ai dû chercher pendant de nombreuses années des fournisseurs qui pouvaient comprendre ce que je voulais, c'est-à-dire garder un niveau important en qualité et opérer dans un circuit le plus court possible, qui se rapproche de la Martinique.

Qu'est-ce qui différencie les vêtements créés il y a une dizaine d'années, de ceux présentés aujourd'hui ?

En tant qu'experte en remise en forme j'achète des vêtements de fitness depuis 20 ans. Et le choix, en tant que professionnelle, était déjà très restreint. Je suis amenée à parcourir le monde pour présenter le cours



« Je m'arrange pour créer des projets qui soient possibles, avec une ingénierie locale »

“K’ribbean Fit”, et quand je suis sur scène j’ai besoin d’être confiante : je n’ai pas besoin d’un vêtement qui monte d’un côté et craque de l’autre par exemple. Les vêtements de fitness ne tiennent pas toujours compte des morphologies ; c’est très standardisé et uniformisé, surtout depuis que tout le monde sous-traite en Asie. Or ce ne sont pas les mêmes physiques donc pas les mêmes dimensions, les standards ne sont pas les mêmes : par exemple les jambes peuvent entrer dans le vêtement mais pas les fesses ; sans être caricaturale c’est souvent le cas. Quant aux couleurs, c’est souvent uni, sans imprimés ni élément(s) différenciant(s) donc on se retrouve toujours très nombreuses à porter les mêmes pièces... . Or je cherchais ce côté unique, ces éléments de différenciation. Dans la Caraïbe on aime être discrets et parfois exubérants, donc il fallait vraiment retrouver ça dans “K’ribbean Fit Wear”. Il fallait aussi en finir avec le vêtement jetable, qui

craque vite et qu’on ne peut plus mettre ; il fallait cette qualité des vêtements d’avant, qui duraient dix ans voire plus. Et je voulais voir notre culture caribéenne, qui est plurielle, sur les pièces de K’ribbean Fit Wear.

Quel est le noyau de l’équipe K’ribbean Fit Wear ?

Mon mari et moi, qui sommes associé.e.s. Je suis à la création et il s’occupe de tout le reste (*sourire*). Sans oublier les avis, très sincères, de deux de mes trois enfants ; le petit dernier ayant seulement huit mois (*rires*).

Qu’est-ce qui constitue l’identité visuelle de la marque ?

Déjà tous les motifs choisis n’existent pas ailleurs : ils ont été créés et apposés de façon très précise sur les vêtements. Il fallait des motifs colorés et qui fassent référence aux tropiques : par exemple il y a des fleurs et feuilles endémiques de la

Martinique. Concernant le logo de la marque, il s’y trouve une idée de mouvement, avec le K ; il y a aussi le côté “sérieux” des autres lettres, alignées mais pas trop ; et puis un autre mouvement, avec le “Fit”, qui sort du cadre.

Quels sont les retours quant aux pièces actuelles de K’ribbean Fit Wear ?

Il y avait une vraie attente. Et là où je sais que c’est réussi c’est que des personnes habituellement très discrètes - car je vois comment elles s’habillent, souvent en noir - vont choisir par exemple un ensemble de couleur rouge (*sourire*). Cela caractérise des étapes franchies au niveau de leur mental. Car on ne peut pas chercher à évoluer sans sortir de sa zone de confort, à tous points de vue.

Pour un projet global aussi précis et exigeant que le vôtre, avez-vous des partenaires financiers ?

Pas du tout. Je suis suffisamment têtue, depuis que j’ai commencé à entreprendre, pour tout faire en auto-financement. Je n’ai jamais eu ce type d’aide : ni pour cette salle de fitness où nous sommes aujourd’hui (la Kreativ’s Academy, ndr), ni pour cette marque, pour rien.

C’est une volonté de votre part ?

Je lutte un peu contre ça mais par rapport à la vitesse à laquelle les “informations” me viennent en tête, je sens qu’il faut les décliner au plus vite. J’établis d’abord ma vision et je m’arrange pour créer des projets qui soient possibles, avec une ingénierie locale. Proposer des process opérationnels est la façon dont je



Quelques modèles (DR)

Un des modèles (DR)



« Nous avons plein de solutions à créer pour notre territoire »

procède pour créer "mes affaires". Par exemple il n'y a pas véritablement de stocks : une commande entraîne une fabrication. Le seul stock que je fais c'est pour les défilés, pour présenter la marque, etc. Même si, à terme, une boutique est en projet.

Vous parlez de circuit court : ces vêtements sont-ils fabriqués en Martinique ?

Les tout premiers modèles ont été fabriqués ici il y a quelques années, mais le petit atelier de l'époque ne pouvait pas suivre. Or la régularité des coutures, des formes etc., doit être inratable. Il faut s'orienter vers un cursus où l'on formerait une équipe qui ferait un séjour là où il y a de grandes compétences : en Amérique latine, où je produis une partie des vêtements, et aux USA. Mais l'objectif demeure d'avoir une production locale ; on y

met toutes nos forces (*sourire*).

Quelle est la prochaine étape, à court ou moyen terme, pour K'ribbean Fit Wear ?

Continuer à se développer. Car il y a aussi une gamme pour enfants, qui est très développée ; il y a une gamme pour hommes, avec des tenues adaptables pour sortir ; également une gamme pour les athlètes de haut niveau - d'ailleurs j'ai déjà une commande pour une équipe de karaté, qui souhaite se différencier dans les compétitions.

Que peut-on vous souhaiter pour la suite ? De maintenir la flamme de la créativité ?

Oui et de "contaminer" toutes les personnes, jeunes et moins jeunes,

qui veulent entreprendre mais pensent qu'il n'y a que des portes fermées et des difficultés. Or on a plein de solutions à créer pour notre territoire. J'interviens en établissements scolaires pour le dire et par tous les autres "canaux" : par cette marque de vêtements, mes cours de fitness, par les formations que je dispense à l'IMS (Institut Martiniquais du Sport), etc.

Propos recueillis par Mike Irasque

Crédits photos : René-Charles Suvélor (Benny), Ady de Brad.

LES BONNES RÉPONSES



FONT LES BONS DÉPARTS

PROFITEZ DE L'ACCOMPAGNEMENT DE NOS CHARGÉS D'AFFAIRES ENTREPRISES AU SERVICE DE VOTRE DÉVELOPPEMENT.

VOTRE BANQUE EN TOUTE AUTONOME
Allô Conseil
0 800 802 803
Service et support gratuits

AUJOURD'HUI DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

MARTINIQUE
GUYANE

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutual de la Martinique et de la Guyane Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit (single social) - Rue René Duguay - Place d'Armes 97212 LAURENTIN 971 919 261 RCS Fort de France. Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiateurs en Assurance sous le N° 27544 149. Téléphone : 01 99 60 53 00

ANTILLA

L'actualité économique, politique, sociale et culturelle

ABONNEZ-VOUS !

CLIQUEZ
ICI

1 AN D'ABONNEMENT PDF

12 N°

+

HORS-SÉRIE

+ NEWSLETTERS



60 €

PAIEMENT CB
100% SÉCURISÉ

WWW.ANTILLA-MARTINIQUE.COM

Climat :

C'est « maintenant ou jamais » qu'il faut limiter le réchauffement à 1,5 degré, selon le GIEC

Un nouveau rapport de l'ONU sur le changement climatique publié lundi, indiquant que les émissions de carbone nocives de 2010 à 2019 n'ont jamais été aussi élevées dans l'histoire de l'humanité, est la preuve que le monde s'achemine rapidement vers la catastrophe, a averti António Guterres, les scientifiques affirmant que c'est « maintenant ou jamais » qu'il faut limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius.

Réagissant aux dernières conclusions du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), le Secrétaire général de l'ONU a insisté sur le fait qu'à moins que les gouvernements du monde entier ne réévaluent leurs politiques énergétiques, le monde sera inhabitable...



Les petits États insulaires en développement font partie des régions les plus exposées aux impacts du changement climatique. @Fridays for Future Bangladesh

... Ses commentaires reflètent l'insistance du GIEC sur le fait que tous les pays doivent réduire considérablement leur utilisation de combustibles fossiles, étendre l'accès à l'électricité, améliorer l'efficacité énergétique et accroître l'utilisation de combustibles alternatifs, tels que l'hydrogène.

NI FICTION, NI EXAGÉRATION

À moins que des mesures ne soient prises rapidement, certaines grandes villes seront sous les eaux, a déclaré M. Guterres dans un message vidéo. Il a mis en garde également contre « des vagues de chaleur sans précédent, des tempêtes terrifiantes, des pénuries d'eau généralisées et l'extinction d'un million d'espèces de plantes et d'animaux ».

« Ce n'est ni une fiction ni une exagération. C'est ce qui

résultera de nos politiques énergétiques actuelles, nous dit la science. Nous sommes sur la voie d'un réchauffement climatique de plus du double de la limite de 1,5 degré (Celsius) » qui a été convenue à Paris en 2015, a ajouté le chef de l'ONU.

Fournissant la preuve scientifique pour étayer cette évaluation accablante, le rapport du GIEC - rédigé par des centaines d'éminents scientifiques et approuvé par 195 pays - note que les émissions de gaz à effet de serre générées par l'activité humaine ont augmenté depuis 2010 « dans tous les principaux secteurs du monde ».

LE RÔLE DES VILLES

Une part croissante des émissions peut être attribuée aux villes, selon les auteurs du rapport, ajoutant de

manière tout aussi inquiétante que les réductions d'émissions au cours de la dernière décennie « ont été inférieures à l'augmentation des émissions, en raison de la hausse des niveaux d'activité mondiaux dans l'industrie, l'approvisionnement en énergie, les transports, l'agriculture et les bâtiments ».

Dans une note plus positive - et insistant sur le fait qu'il est encore possible de réduire de moitié les émissions d'ici 2030 - le GIEC exhorte les gouvernements à intensifier leurs actions pour réduire les émissions.

Le groupe d'experts salue également la baisse significative du coût des sources d'énergie renouvelables depuis 2010, jusqu'à 85% pour l'énergie solaire et éolienne, et les batteries.

ENCOURAGER L'ACTION CLIMATIQUE

« Nous sommes à la croisée des chemins. Les décisions que nous prenons maintenant peuvent garantir un avenir viable », a déclaré le Président du GIEC, Hoesung Lee. « Je suis encouragé par les mesures climatiques prises dans de nombreux pays. Il existe des politiques, des réglementations et des instruments de marché qui s'avèrent efficaces. Si ceux-ci sont étendus et appliqués plus largement et équitablement, ils peuvent soutenir des réductions importantes des émissions et stimuler l'innovation ».

Le méthane devrait également être réduit d'environ un tiers, poursuivent les auteurs du rapport, ajoutant que même si cela est réalisé, il est « presque inévitable que nous dépassions temporairement ce seuil de température », même si le monde « pourrait revenir en dessous d'ici la fin du siècle ».

« C'est maintenant ou jamais, si nous voulons limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ; sans réductions immédiates et profondes des émissions dans tous les secteurs, ce sera impossible », a déclaré Jim Skea, coprésident du groupe de travail III du GIEC, qui a publié le dernier rapport.

Les températures mondiales se stabiliseront lorsque les émissions de dioxyde de carbone atteindront zéro net. Pour 1,5 degré Celsius, cela signifie atteindre zéro émission nette de dioxyde de carbone dans le monde au début des années 2050 ; pour 2 degrés Celsius, c'est au début des années 2070, indique le rapport du GIEC.

« Cette évaluation montre que limiter le réchauffement à environ 2 degrés Celsius nécessite toujours que les émissions mondiales de gaz à effet de serre culminent avant 2025 au plus tard, et soient réduites d'un quart d'ici 2030 ».

Une grande importance est attachée aux évaluations du GIEC car elles fournissent aux gouvernements des informations scientifiques qu'ils peuvent utiliser pour élaborer des politiques climatiques. Elles jouent également un rôle clé dans les négociations internationales pour lutter contre le changement climatique.

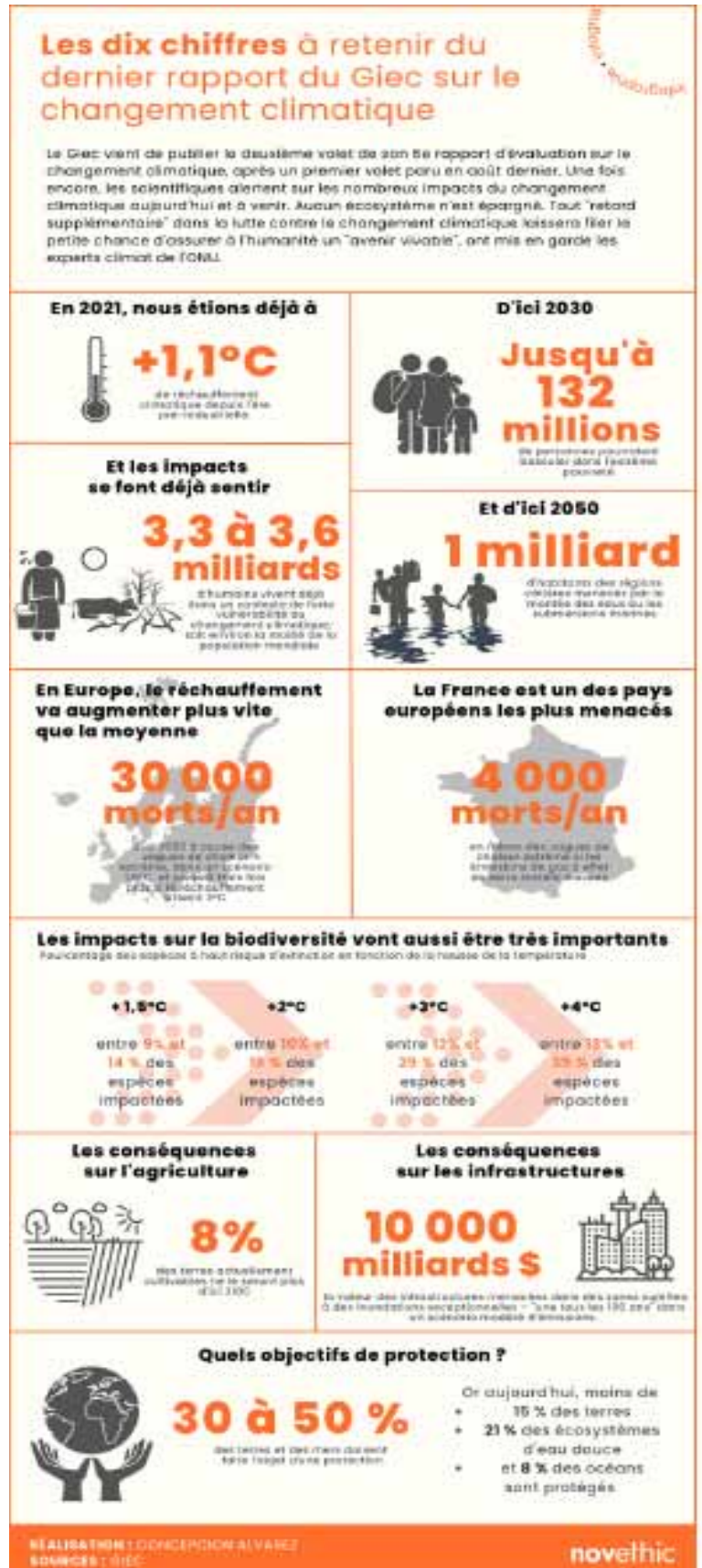
REPENSER LES VILLES

Parmi les solutions durables et anti-émissions à la disposition des gouvernements, le rapport du GIEC souligne que repenser le fonctionnement futur des villes et autres zones urbaines pourrait contribuer de manière significative à atténuer les pires effets du changement climatique.

« Ces (réductions) peuvent être obtenues grâce à une consommation d'énergie réduite (par exemple en créant des villes compactes et piétonnes), à l'électrification des transports en combinaison avec des sources d'énergie à faibles émissions et à une meilleure absorption et stockage du carbone en utilisant la nature », suggère le rapport.

Faisant écho à ce message, le coprésident du groupe de travail III du GIEC, Priyadarshi Shukla, a insisté sur le fait que « les bonnes politiques, infrastructures et technologies... pour permettre des changements dans nos modes de vie et nos comportements, peuvent entraîner une réduction de 40 à 70% des émissions de gaz à effet de serre en 2050 ». « Les preuves montrent également que ces changements de mode de vie peuvent améliorer notre santé et notre bien-être », a-t-il ajouté.

Pour limiter le réchauffement climatique à environ 1,5 °C, le rapport du GIEC insiste sur le fait que les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient culminer « avant 2025 au plus tard et être réduites de 43% d'ici 2030 ».





Témoignage Séisme d'Haïti

Mieux vaut prévenir que souffrir !!

« Le temps efface les douleurs dit la chanson...mais une situation, un son, une odeur fera ressortir cette douleur »

Dr. Patricia HIEU - Seul médecin en charge de 60.000 personnes, dans la région d'Haïti où elle se trouvait lors du séisme du 12 janvier 2010.

Discours du Docteur Hieu lors de la conférence sur les risques naturels majeurs, organisée par l'Association 3ED en amont du Village Valora en 2017.

Mardi 12 janvier 2010, un jour inoubliable, comme le sont beaucoup d'autres jours de ma vie.

Mais le 12 janvier 2010 lui, est particulier car il ramène à des émotions et à des sentiments qui en théorie ne devraient pas exister.

Le 12 janvier 2010 fut un jour de grand malheur, entraînant l'horreur, la terreur, la peur, et les pleurs que génère la douleur

7 ans, cela fait longtemps me dirait-on.

Le temps efface la douleur dit la chanson.

Mais hélas non, le temps n'efface point cette douleur, il nous apprend bon gré mal gré à vivre avec ; parce qu'il y aura toujours quelque part, une personne, un son, une odeur, ou une situation particulière qui fera ressortir cette douleur ; et puis au travers de ce grand paradoxe qu'est ce fragile équilibre universel ; il y aura une autre personne, un autre son, une autre odeur ou une autre situation particulière qui viendra apaiser et diminuer cette douleur.

Et cela recommencera encore, puis encore, puis encore, puis encore.

D'aucuns me diront : c'est la vie.

Mais est-ce la vie de voir des centaines d'écoliers paniqués se jeter des étages de leurs établissements parce que des adultes qui avaient pour devoir de les protéger ont jugé inutile les actions de prévention et de

mitigation ?

Est-ce la vie de voir des centaines de jeunes avec des grands projets d'avenir tant pour leurs familles que pour leurs pays de voir des parents qui élèvent seuls leurs enfants ou encore des personnes âgées sans ressources se retrouver amputés d'un ou plusieurs membres parce que des gens en qui ils avaient confiance se sont servis d'eux afin d'expérimenter leurs techniques chirurgicales ???

Est-ce la vie de voir des parents enterrer toute leurs descendances et par la même occasion tous leurs espoirs ???

Est-ce la vie d'essayer de prodiguer des soins à des centaines de victimes, alors que le peu de matériel glané çà et là ne pouvait servir qu'à une vingtaine de personnes ; vous obligeant ainsi à user et même abuser de techniques de soins proches du moyen âge ???

Est-ce la vie que d'être contraint d'assister à l'incinération de cadavres humains avec des pneus enflammés afin de prévenir une autre catastrophe ??

Est-ce la vie de regarder mourir de déshydratation une jeune personne en bonne santé, prisonnière des décombres sans pouvoir lui venir en aide, même avec toute la bonne volonté du monde ???

Est-ce la vie de demander à un père de choisir entre sa fille et sa mère, toutes les deux saines, mais piégées par une simple dalle de béton ???
... / ...

Est-ce la vie de regarder mourir des centaines de personnes faute de soins appropriés ou encore de suivis post opératoires ???

Est-ce la vie de ne pas pouvoir trouver les mots justes pour expliquer à des enfants traumatisés qu'ils ne reverront plus leurs parents, qu'ils ne reverront plus leurs sœurs et leurs frères ???

Est-ce la vie d'essayer de vaquer à ses occupations la peur au ventre dans l'attente de la prochaine réplique ???

Est-ce la vie de quitter son pays pour prêter assistance à une population, tout en sachant qu'en allant chercher une victime sous les décombres vous risquez vous-même d'en devenir une autre ???

Est-ce la vie de perdre en quelques secondes tout le fruit de 20 à 40 ans de dur labeur ???

Est-ce la vie d'être obligé de survivre sous des abris de fortune sans soins, sans eau, sans nourriture, sans hygiène et sans sécurité ???

Mais est-ce la vie d'entendre certains de nos compatriotes clamer haut et fort qu'un travail de prévention et de mitigation, qu'une formation aux premiers soins ou encore la possession de kits de survie, que tout cela ne servirait strictement à rien ???

Est-ce la vie ? Je n'en sais rien !

Mais il y a deux certitudes de la vie que je retiens :

Il n'y a pas de petites choses, encore moins en matière de prévention. Il vaut mieux prévenir que souffrir

Intervention du 12 janvier 2017 au colloque VALORA (Amphithéâtre Crédit agricole)



Aimé Césaire, Bernard Hayot ET LE COURBARIL



Le 17 décembre 2001, Aimé Césaire plante un courbaril à l'Habitation Clément à l'invitation de Bernard Hayot. Aimé Césaire prononce alors un discours devenu célèbre.

« La plantation d'un courbaril !

Un des plus beaux arbres martiniquais, menacé et sans doute en voie de disparition.

Merci à vous, d'essayer de le sauver et d'en rappeler toute l'importance. Importance réelle, économique sans doute.

Importance sociale, mais à mes yeux plus encore importance symbolique.

Le courbaril, c'est-à-dire l'enracinement dans le roc s'il le faut, mais vainqueur grâce à l'entêtement et au vouloir vivre. [...]

Le courbaril : l'appui sur la profondeur du sol pour l'élan médité et patient.

Le courbaril, la démarche lente, mais résolue vers l'avenir.

NDLR : Les parties en gras son du fait de la rédaction

Ce sont toutes ces valeurs que nous rappelle la cérémonie que vous avez organisée ce matin.

Ce qui est valable pour l'arbre est valable pour l'homme.

Merci de le rappeler à notre communauté, elle aussi en péril.

Mais pourquoi être pessimiste ?

Le courbaril est là pour nous l'interdire.

Avec ses feuilles. Non. Avec sa feuille, une feuille double et pourtant une.

Regardez-la.

Ici la bi-foliation se fait intime et partenariale.

Une particularité botanique sans aucun doute, mais dans laquelle je me permettrai de voir un symbole.

Le symbole de la solidarité indispensable à notre peuple, en cette époque de survie. »

Aimé Césaire,
le 17 décembre 2001



Bernard HAYOT, Eric de LUCY, Aime CESAIRE, Maurice ANTISTE, Stéphane HAYOT, Camille DARSIERES



ANBA SO

Une balade immersive sensorielle



Antilla a à cœur de répondre aux besoins de ses lecteurs d'où une nouvelle tendance avec cette nouvelle rubrique régulière !

Chaque mois, nous irons avec vous à la rencontre des joyaux panoramiques de l'île ; Ainsi des reportages alliant « découverte et loisir » seront disponibles pour chacun d'entre nous. Une fiche pratique en fin d'article, avec une carte explicite, facilitera des randonnées au cœur du péyi.

Et n'hésitez pas, faites-nous un retour sans oublier de nous partager des « petits coins » à visiter.

Alors... à nos baskets ?!

Fond Lahaye, quartier de pêcheurs

Petit trésor caché de **Fond Lahaye**, la cascade *Anba So* se laisse découvrir...

Balade sans difficulté notable mais riche en couleurs et en essences. Le nom du quartier est lié à la famille Lahayé, anciens propriétaires, puis la terre fût rachetée par la commune de Schoelcher.

Elle accueille les sinistrés du **Carbet** et du **Prêcheur** après l'éruption de la Montagne Pelée en 1902. Les

La cascade "d'Anba so"



Murmure entre les roches



Chemin forestier de Mahogany...

habitations se concentrent à l'embouchure de la rivière éponyme du quartier puis s'égrènent vers les hauteurs forestières. L'activité principale, tournée vers la pêche et la senne, réunit nombre de personnes dès *Pipiri Chantan* ou encore au soleil couchant...
Pour le plaisir de tous !

Pourtant la forêt, surplombant la mer, appelle le promeneur en s'éloignant quelque peu du bourg et de son animation.

Roches et lumières arborisées

Pénombre et clair-obscur s'amuse à parachever des tons mordorés tout au long du chemin. Le ruissèlement de l'eau, qui se profile entre les roches, se gonfle ostensiblement en période de pluies, d'où une prudence qui est de mise. Ce son feutré nous accompagne jusqu'à la cascade elle-même, qui nous surprend par sa belle hauteur en contraste d'un flux peu conséquent. Les « petons » y feront d'ailleurs un arrêt des plus rafraîchissants pour reprendre la route du retour.

La forêt sèche dite des Anglais partage son humidité, comme pour nous inviter aux secrets de la nature. Des arbres gigantesques, tels les *mahogany*, se projettent en boucliers arborant de larges feuilles, à moins de rester béat devant les entrelacements de racines qui racontent leurs sombres histoires.

Tout laisse à flâner pour trouver au cours de cette courte promenade le lâcher prise du quotidien. Des panneaux nous enseignent la simplicité de certains noms vernaculaires en rapport avec des formes certes suggestives.

Nul doute que cette immersion dominicale (ou pas !) est bienfaitrice pour des marcheurs ... tout en randonnée !



Fond Lahaye, tournée vers la pêche.



FICHE PRATIQUE La cascade Anba So

Y aller : se rendre à Fond Lahaye (Fond Layé), commune de Schoelcher ; tourner à droite, juste après le panneau de l'entrée du quartier (de Fort-de-France) ; puis parcourir 3 km jusqu'au panneau indicateur Anba so (fin de la route cimentée)

Difficulté : niveau 1 ; roches peuvent être glissantes par temps de pluie ; accessible aux enfants

Départ : Début par le chemin rural de Fond Duclos
Parking : en amont du dernier gué, danger si montée des eaux

Temps : 1 heure (marche tranquille), 2,5 km Aller / Retour
Intérêts : immersion en forêt tropicale, cascade (petit débit mais impressionnante par son univers environnant)





AGENCE DU LAMENTIN

ZI la Lezarde
Le Lamentin
Tél.: 0596 64 97 33



www.laforet.com



AGENCE DE CLUNY
Boutiques du parc de Cluny,
Rte de Cluny - Fort de France
Tél.: 0596 39 74 45



favoriz

VILLA FRANÇOIS

539 000€*

Le François - 5 pièces 127m2 vue mer, piscinable et potentiel locatif - LAFORÊT CLUNY Laforêt Cluny vous propose cette charmante et reposante villa récente avec sa vue mer époustouflante sur les côtes Caraïbes et Atlantique. Elle est édifée sur un terrain de 2478m² arboré avec de nombreuses...

* Honoraires TTC à la charge du vendeur. Réf.: 3451



favoriz

VILLA COUP DE COEUR

770 000€*

Fort de France - Type 5

LAFORÊT CLUNY LaforêtCluny vous présente sa villa T5 coup de coeur de 153m². Située dans une zone géographique très demandée et dans une impasse calme, elle saura vous surprendre avec son patio et son jacuzzi. Elle se...

* Honoraires TTC à la charge du vendeur. Réf.: 4075



favoriz

TRINITÉ VILLA F4+

268 000€*

villa de plain pied F4 + dépendance F1bis vue mer

LAFORÊT LE LAMENTIN vous propose cette villa avec sa dépendance et un bel espace extérieur avec vue mer et accès plage. La villa est composée de 3 chambres dont 2 avec salle d'eau attenante, d'un séjour, d'une...

*Honoraires TTC à la charge du vendeur. Réf.: 3824



favoriz

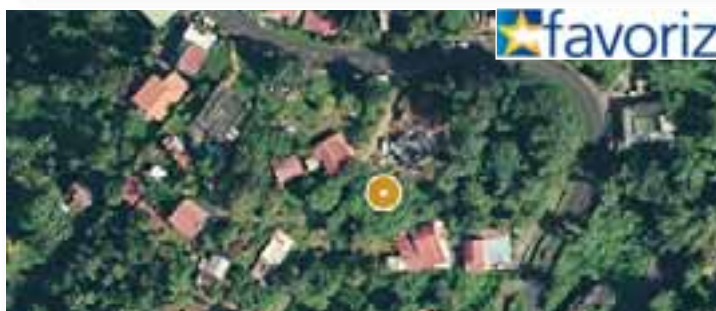
TERRAIN LE LAMENTIN

95 000€*

Le Lamentin - 746 m2

LAFÔRET LE LAMENTIN vous propose, sur les hauteurs de la commune du lamentin, un terrain aux frais d'approche réduits dans un quartier calme, avec une vue mer, des arbres fruitiers, ce terrain vous offrira la...

*Honoraires TTC à la charge du vendeur. Réf.: 3806



favoriz

TERRAIN CONSTRUCTIBLE

67 000€*

Gros Morne - 520 m2

LAFORÊT LAMENTIN vous propose une parcelle quartier "Les deux Terres" à 10 minutes de la commune du LAMENTIN, idéale pour votre projet de construction en demi sous sol ou de plain-pied avec un léger...

*Honoraires TTC à la charge du vendeur. Réf.: 3670



favoriz

TERRAIN

78 000€*

SAINTE-MARIE - 600 m2 - Ravine Touza - vue mer

LAFORÊT LAMENTIN Laforêt Le Lamentin vous présente cette belle parcelle à diviser d'environ 600m² de terrain constructible dans un quartier calme et verdoyant de Sainte-Marie. Profitant d'une belle vue dégagée et de son entrée...

*Honoraires TTC à la charge du vendeur. Réf.: 4193

AGENCE LAFORÊT Fort De France • SARL PRIMMO • Capital social : 24000 € • Siège social : Boutiques du Parc de Cluny 97200 FORT DE FRANCE • Téléphone Siège: 05 96 39 74 45 • RCS : 489830778 Fort-de-France • Titre(s) professionnel(s) : Agent immobilier • Carte(s) professionnelle(s) n° 9721 216 000 006 509 délivrée par la CCI de la Martinique • Activité(s) : Transaction, Location, Gestion • Garantie financière Transaction : 110000, 69 Avenue de la Suffren - 75007 Paris • Ne peut percevoir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs

de sa rémunération • Chaque agence est une entité juridiquement et financièrement indépendante. • AGENCE LAFORÊT Cluny • SARL MAXIMMO • Capital social : 8000 € Siège social : ZI Lézarde 97232 Le Lamentin • Tél.: 05 96 64 97 33 • RCS : 499192706 Fort-de-France • Titre(s) professionnel(s) : Agent immobilier • Carte(s) professionnelle(s) n° 209 T délivrée par la Préfecture de la Martinique • Activité(s) : Transaction, Location • Garantie financière Transaction : 110000, 89 rue de la Boétie - 75008 PARIS